

le magazine de

LA PRESSE

**ET L'AGRICULTURE ?
— ASSEZ MAL MERCI !**



EDWARDS



Le magazine de LA PRESSE est publié au 7 ouest, rue St-Jacques, par la Compagnie de publication de LA PRESSE Limitée. Il est imprimé au même endroit à ses ateliers de rotogravure.

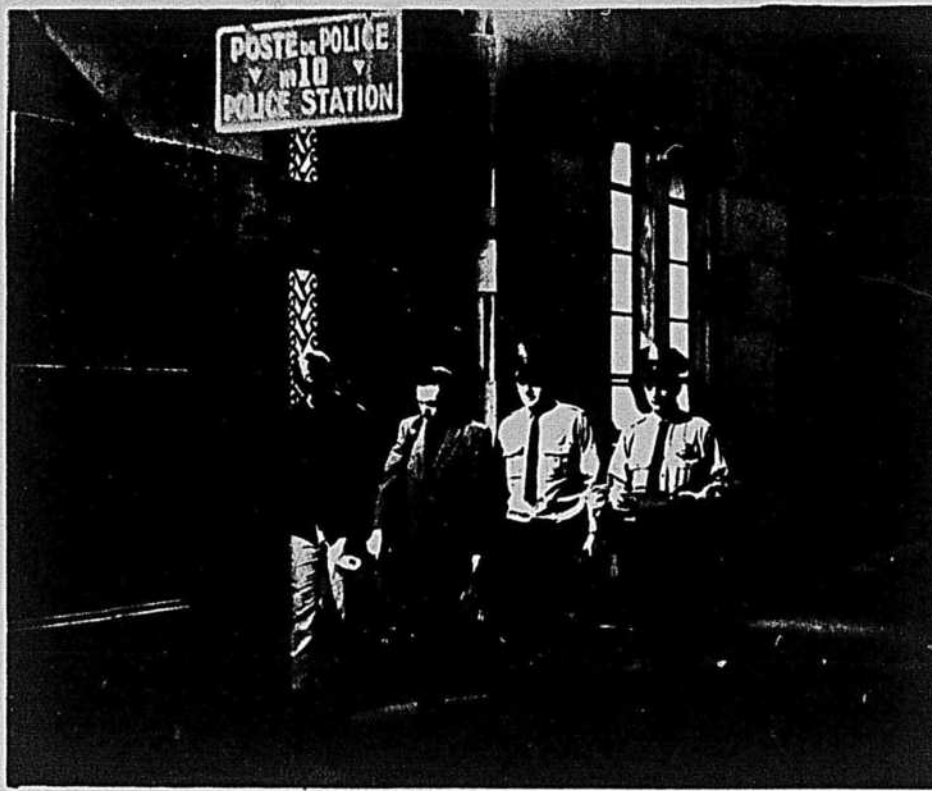
JEAN-PIERRE BONHOMME
Chef de la Rédaction
J.-CLAUDE PAQUET Reporter
LYSIANE GAGNON Reporter
JEAN O'NEIL Reporter
NOELLA DESJARDINS La vie chez soi

SOMMAIRE	PAGE
Le marasme agricole au Québec	4
Quand les policiers patrouillent la nuit	8
La "dolce vita" des étudiants	14
Gastronomie	17
Voulez-vous décaper des meubles ?	18
Les plus beaux chats du monde	23

NOS PHOTOS : Pages 4 à 7, Michel Gravel et Edwards ; pages 8 à 11, Henry Koro ; pages 18 à 21, Antoine Desilets ; page 23, Dalmas.

Le photographe HENRY KORO et le journaliste ALAIN STANKE ont accompagné les agents de la police de Montréal PAUL-ANDRE PAILLE et STANLEY

WHITE durant toute une nuit. Il vous racontent "la patrouille de nuit" comme si vous y étiez, en page 8.



DIFFICULTES

Le magazine présente cette semaine un reportage sur l'état général de l'agriculture au Québec et un autre sur les problèmes particuliers qui se posent aux agriculteurs de la région du Lac-Saint-Jean.

Pourquoi présenter ces reportages précisément à cette époque-ci de l'année, à quelques jours de l'hiver ? Il y a plusieurs raisons. Premièrement, la vie de la ferme n'arrête pas parce que les premières neiges sont tombées. Il existe un travail quotidien sur la ferme pendant tout l'hiver. Les citadins s'imaginent trop souvent que la tâche du fermier consiste à semer, à récolter et ensuite à attendre le printemps. La réalité est beaucoup plus complexe que cela. Et, très certainement, les fermiers travaillent l'hiver.

Ensuite, c'est toujours au cours de l'été que l'opinion publique fait semblant de prendre au sérieux les récriminations des agriculteurs. On dit oui, il y a des problèmes, mais on n'y croit pas tout à fait en pensant à toute la série de subventions que les citadins croient déverser dans le secteur de l'agriculture. Et puis l'opinion s'endort l'hiver avec les ours.

C'est justement pour aller voir ce qu'il en est vraiment de ces récriminations des agriculteurs que le magazine a entrepris de réaliser un reportage au mois d'octobre et de faire le bilan de la situation. Le reporter, J.-Claude Paquet, est parti, sans préjugé, au mois d'octobre, pour assister au congrès de l'Union catholique des cultivateurs, qui avait lieu à Québec. Il y est resté deux jours, et a posé des questions à tous ceux qui pouvaient avoir quelque chose à dire. Ensuite, il s'est rendu au Lac-Saint-Jean, visiter deux fermes dont l'une produit du lait industriel et l'autre du lait nature. Il a parlé avec de valeureux cultivateurs qui tiennent bien leurs comptes et qui voient à la planification de leur travail. Eh bien, chers citadins, c'est vrai ! Les cultivateurs sont en difficultés, et ce n'est pas leur faute. Davantage, la situation est pire qu'on pouvait l'imaginer au départ.

Les fameuses subventions que l'on distribue aux cultivateurs prouvent justement qu'il y a un problème. Car ce que les cultivateurs souhaitent, au fond, c'est vivre de leurs revenus sans que l'on ait à leur faire la charité. Dans le contexte présent, ce n'est pas possible. Il n'y a pas d'autre cause à la révolte de l'été dernier.

JEAN-PIERRE BONHOMME



Vous-autres, pi vos *** insolences, j'vas vous en *** une bonne et pi *** vous avez pas d'affaire *** à rire au nez du monde comme ca avec vos *** folleries.



C'est le temps des Fêtes! Quel plaisir d'offrir un Philishave.



1. Le Philishave Speed-Flex muni d'une tondeuse. Le rasoir moderne pour l'homme moderne. Avec ses têtes microsillon, il rase 10% plus ras. Le mouvement rotatif et les têtes flottantes augmentent le confort du rasage. La nouvelle tondeuse rafraichit favoris et moustaches. Offert dans un superbe étui-cadeau.

2. Le Philishave Speed-Flex. Le nouveau modèle qui coûte moins. La plupart des caractéristiques du Speed-Flex de luxe. Etui-cadeau très attrayant.

3. Le Philishave Speedshaver. C'est par lui

qu'est venue la révolution dans le rasage qui a fait du Philishave le rasoir le plus vendu au Canada . . . et au monde. Complet avec étui-voyage.

4. Le Philishave Town & Country. Sans fiche ni cordon. Fonctionne avec quatre piles de lampe-stylo. Etui compact à fermeture-éclair avec miroir pratique.

5. Le coffret beauté. Conçu pour les dames, le rasoir caresse les jambes et les aisselles. Le coffret contient également des accessoires pour le massage, la toilette des ongles et pour adoucir l'épiderme rugueux.

Le monde entier fait confiance
 à Philips

PHILIPS

Les agriculteurs
ont médité sur ce qui s'est passé
au cours de l'été.
Ce qu'ils nous disent
surprendra certes les citadins
et détruira quelques mythes.
Il faudra trouver des solutions
à leur sort.

POURQUOI NOS AGRICULTEURS SE SONT-ILS REVOLTÉS?

PAR J.-CLAUDE PAQUET

DEPUIS quelques années, les médias d'information nous ont habitué l'oreille à l'expression "marasme agricole". De sorte qu'aujourd'hui, le citadin relativement bien informé sait qu'en ce qui concerne l'agriculture au Québec tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes.

La marche de quelque 18,000 cultivateurs sur le parlement de Québec à l'été de 1964, ainsi que la récente parade des tracteurs au Lac St-Jean, auront au moins réussi à troubler la conscience de certains citadins qui s'étaient toujours imaginés jusque là — par ignorance sans doute — que le cultivateur n'était pas l'homme le plus à plaindre de notre société.

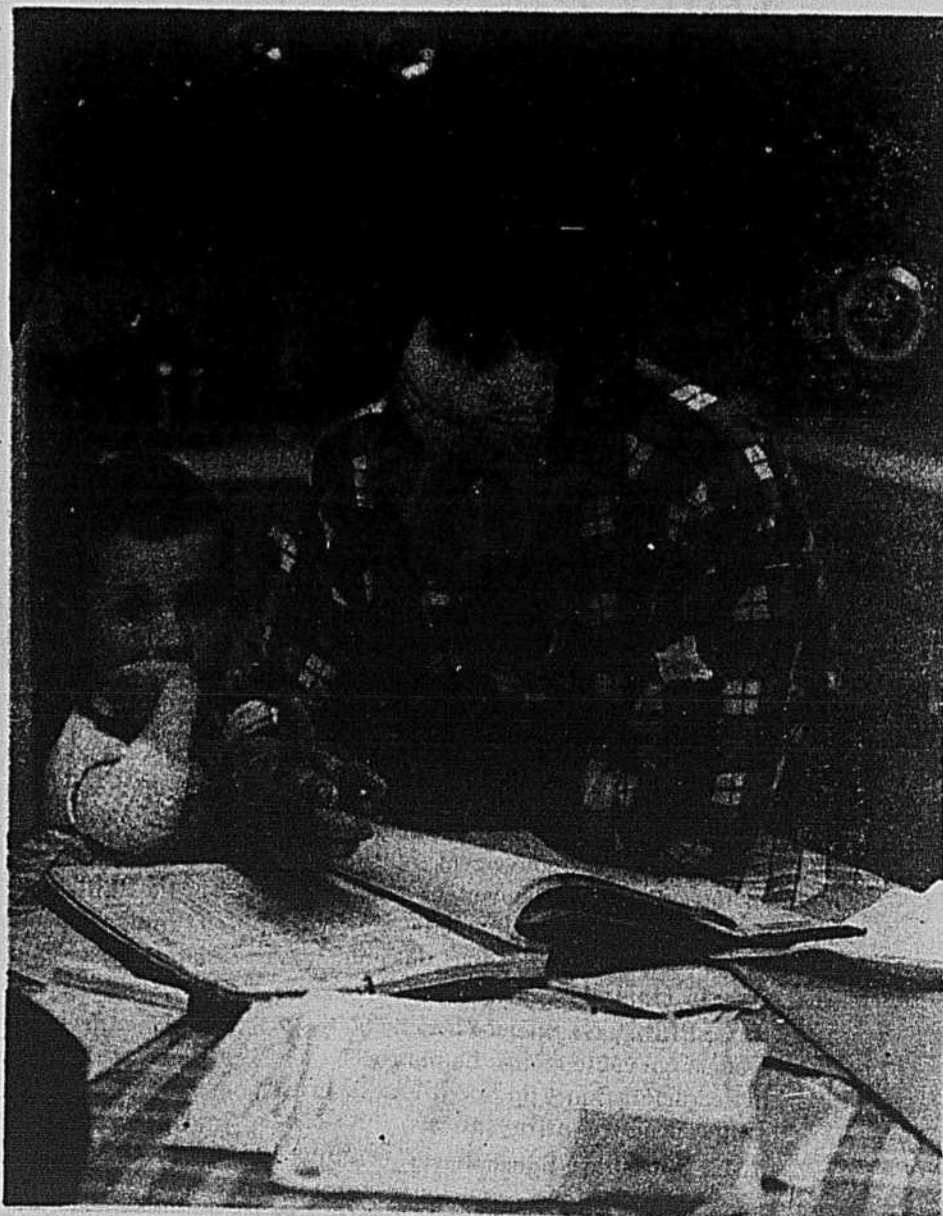
Une certaine image folklorique nous avait toujours présenté le cultivateur comme un homme pas bête mais sans instruction, satisfait de vivre dans la nature, en compagnie des vaches et des cochons, et qui ne demandait rien de plus à la vie que son pain quotidien, son rayon de soleil et son jour de pluie, pour que la récolte suffise à nourrir ses dix ou douze enfants. Puis vint le jour où les cultivateurs s'achetèrent des voitures, des réfrigérateurs, des machines à laver et des tracteurs.

Alors quoi? Des gens qui n'ont pas de loyers à payer, qui produisent leur propre nourriture, et qui s'assurent par surcroît un certain confort moderne qui était jusque là réservé aux gens des villes, pouvaient-ils se plaindre de quelque chose? Duplessis peut dormir tranquille, se disait-on dans les villes, les cultivateurs seront toujours là pour le réélire. Sauf que ce ne fut pas vrai. Eux qui, à l'époque du folklore avaient contribué à donner de très fortes majorités à Duplessis, se sont mis à changer d'allégeance en dépit d'une puissante tradition politique qui, dans les campagnes, tenait beaucoup plus à la couleur qu'à l'idéologie. On sait de quelles



M. Joseph Bouchard, président de la Fédération de l'UCC du Saguenay, a dirigé de main ferme la parade des tracteurs. Il fallait que l'on sache que tout ne va pas pour le mieux dans l'agriculture, au Saguenay.

M. Jacques Jean a une production laitière hautement planifiée. La ferme n'est quand même pas rentable, parce qu'il n'a aucun contrôle sur le prix de vente de ses produits.



couleurs sont le ciel et l'enfer, et dans l'ensemble, les cultivateurs ne sont pas pour l'enfer.

(La mécanisation de la ferme)

Mais ce tracteur tout reluisant, cette cuisinière électrique et cette auto neuve ne tombent pas du ciel ; cet équipement est même entaché de quelques mensuralités. Et pour rencontrer les échéances, il fallait quand même produire un peu plus de concombres, et que les vaches soient plus généreuses pour le bidon.

Le cultivateur tombait dès lors dans le cercle vicieux de la mécanisation pour une production accrue, et une production accrue pour payer la mécanisation. Cette industrialisation de l'agriculture, si l'on peut dire, s'est faite au détriment du cultivateur.

Dans l'industrie, le principe de la mécanisation est avantageux pour le producteur. Il réduit le coût de sa production tout en augmentant cette dernière, et l'industriel fixe les prix de manière à s'assurer une marge de profit dont on dit toujours qu'elle est raisonnable.

Mais si la mécanisation de la ferme n'est pas rentable pour le cultivateur, c'est parce qu'un important facteur permettant d'établir la rentabilité lui échappe, c'est-à-dire la fixation des prix.

Soyons concrets. Existe-t-il un seul industriel qui accepterait d'investir 20,000 ou 30,000 dollars, et d'en retirer pour un nombre considérable d'heures de travail, un revenu annuel inférieur à \$2,000 par année ? C'est pourtant ce que nous disent très clairement les chiffres du bureau fédéral de la statistique.

Ce problème du marasme agricole intéresse le citoyen plus qu'il ne pense peut-être. Ou bien nous ménageons un sort

plus décent aux cultivateurs, et ils continuent de produire les denrées alimentaires dont nous avons besoin, ou bien ils nous rebondissent sur les bras comme main-d'œuvre non spécialisée, et nous assumons un plus lourd fardeau de taxes pour les prestations d'assistance sociale, tout en important à prix plus élevés les denrées que ces gens produisaient.

Imaginer que tous ces gens quitteront la ferme en même temps pour venir s'établir dans les villes est impensable fort heureusement. Mais les jeunes générations de cultivateurs n'accepteront plus les conditions misérables qui furent le lot de leurs pères.

(Le cultivateur vu de la ville)

C'est à l'épicerie du coin que le citadin (ou la citadine plus fréquemment) établit son contact avec le cultivateur. Le consommateur note une augmentation assez régulière des prix sur les denrées dont il a besoin. Il s'imaginera assez bien alors, que le cultivateur reçoit sa part de cette augmentation des prix. Les chiffres du Bureau fédéral de la statistique nous démontrent très bien que ce n'est pas le cas.

En effet, l'indice des prix reçus par les cultivateurs du Québec qui était de 100 en 1949, n'est passé qu'à 105.2 en 1963, alors que le coût des marchandises et services dont il a besoin pour la production agricole est passé pendant la même période de 100 à 146.6. C'est-à-dire une diminution nette de 28 pour 100 de son pouvoir d'achat.

M. Alcide Courcy, ministre provincial de l'agriculture est bien au courant de cette situation, lui qui dit dans son livre blanc sur l'agriculture :

"La situation financière de la ferme moyenne du Québec peut se décrire par les quelques statistiques suivantes (chiffres approximatifs) tirées du recensement fédéral de 1961 : valeur totale des biens — \$17,000 ; revenu en espèces — \$4,600 ; revenu en nature — \$800 ; revenu brut réalisé — \$5,400 ; frais d'exploitation — \$3,450 ; revenu net réalisé — \$1,950 (ce revenu net réalisé en 1961, révisé en 1963, est devenu \$1,994)".

La belle affaire ! ... Une augmentation nette de \$44 par année pour les cultivateurs du Québec. Il convient de reposer la question : quel ouvrier accepterait de s'acheter pour \$17,000 d'outils, en vue de s'assurer l'éblouissant revenu de \$1,950 dollars par année, ou même \$1,994, pour les bonnes années ?

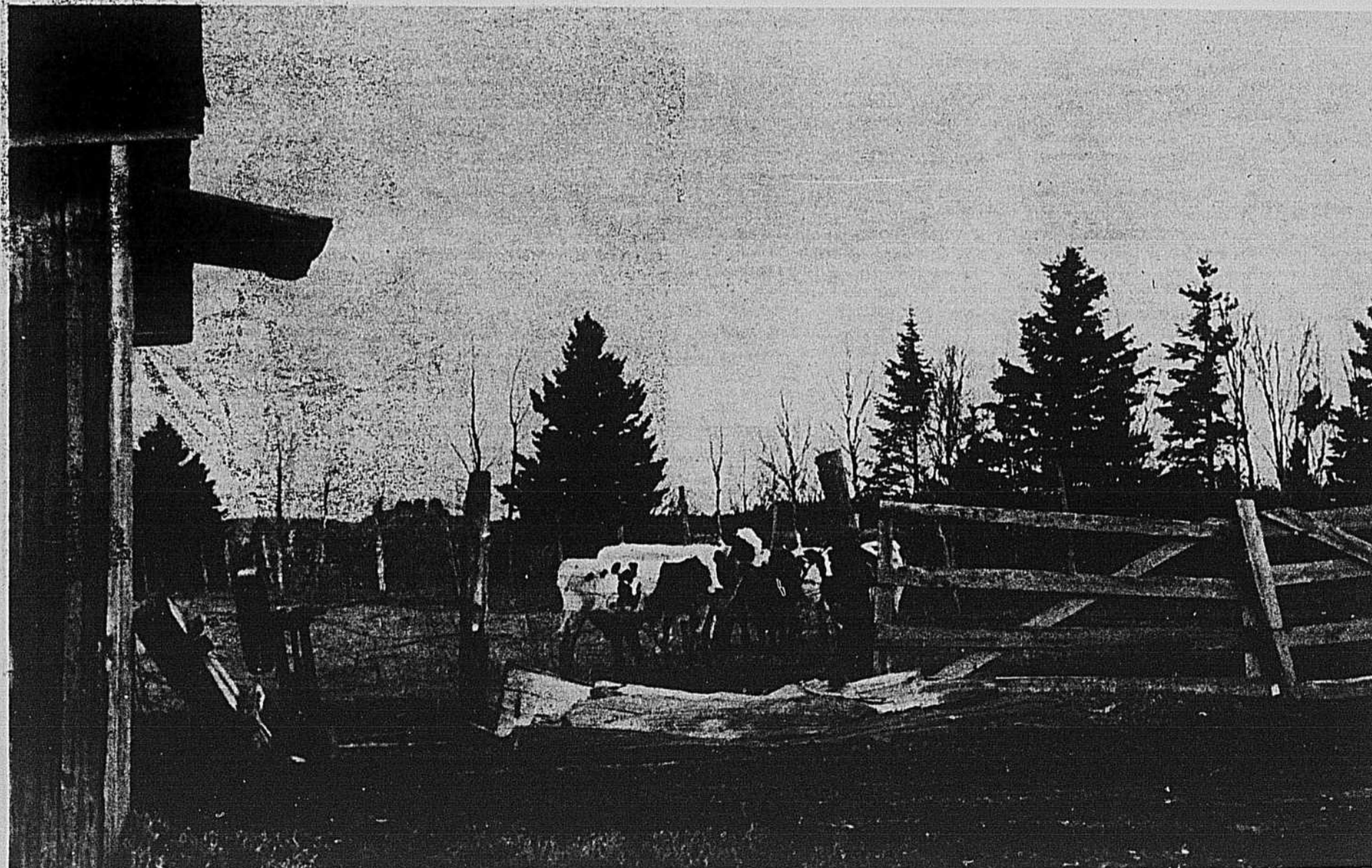
Le marasme agricole c'est ça, et c'est même pire que ça, puisque toutes les statistiques sur l'agriculture nous démontrent sans l'ombre d'un doute que cette mauvaise situation non seulement se maintient, mais a tendance à se détériorer davantage.

(Un exemple convaincant)

Pour observer de plus près les problèmes de l'agriculture, j'ai visité deux fermes du Saguenay, où l'on se spécialise dans la production laitière, industrie qui représente environ 50 pour 100 de la production agricole du Québec. A cette fin, j'avais demandé à M. Jean-Marie Couet, secrétaire général de la Fédération de l'UCC du Saguenay, de me présenter à des cultivateurs dont l'exploitation agricole est considérée parmi les meilleures de la région.

C'est ainsi que j'ai rencontré M. Jacques Jean, un cultivateur d'âge moyen, qui a terminé ses études secondaires, et dont

Au début novembre, des veaux à demi gelés qui regrettent sans doute la chaleur de l'étable; mais on ne peut les y conduire parce qu'il n'y a pas suffisamment de fourrages pour les nourrir.





Une photo peut difficilement convaincre de la mauvaise qualité du grain. Mais M. Cayouette, agronome de l'UCC, sait ce qu'on veut dire quand il met lui-même la main dans le sac.

l'exploitation m'a semblé fort bien planifiée. Pour maintenir un troupeau de 23 vaches laitières, il lui faut garder environ 45 têtes de bétail, comprenant les veaux et taures de remplacement. Un troupeau de vaches laitières Holstein de première qualité. Il tient sur la production laitière de son troupeau une comptabilité très serrée. M. Jean peut nous dire combien telle vache a produit de lait pendant tel mois de telle année, avec telle teneur moyenne en gras. Par ses recherches personnelles et en tenant compte aussi des conseils des agronomes — ce à quoi il attribue d'ailleurs le "succès" de sa ferme — M. Jean a établi des rations alimentaires pour son troupeau, susceptibles de produire un lait de la meilleure qualité possible.

Pour maintenir ce troupeau, des investissements d'environ \$33,000, soit \$12,000 pour le troupeau lui-même, environ \$10,000 en bâtiments de fermes, et le reste pour la terre et l'équipement agricole. Deux cents acres de terre. Parce que pour nourrir ce bétail, il faut cultiver son avoine, son foin, et entretenir les terres de pâturage. Cela implique qu'il faut acheter des engrais à 80 dollars la tonne environ ; qu'il faut acheter des moulées pour le bétail, entretenir les étables, etc., etc.

Il y a des dépenses, beaucoup de dépenses. Et du travail, jusqu'à 15 et 16 heures par jour. Et comme les vaches ne chôment pas le dimanche, le cultivateur est captif de sa ferme 366 jours par année, du moins pendant les années bissextiles.

Les revenus du cultivateur — M. Jean en l'occurrence — c'est ce qui tombe dans le bidon matin et soir. Et ce lait, environ 250,000 livres par année, est vendu au prix moyen de \$4.63 les 100 livres. (Notons qu'il s'agit ici d'un producteur de lait nature, c'est-à-dire du lait pour la mise en bouteille, et qu'il reçoit de ce fait un prix supérieur à celui payé aux producteurs de lait industriel, où l'on dépense rarement \$3.50 les 100 livres). Le revenu brut peut se situer entre \$10,000 et \$12,000 par année, selon que les années sont bonnes ou mauvaises. Si l'on soustrait maintenant ce qu'il en coûte pour produire ce lait, le revenu net de M. Jean est d'environ \$3,500 par année.

Qui accepterait de telles conditions ?

Et c'est là, avons-nous dit, une des fermes rentables du Saguenay. Dans ces conditions, quel sort est réservé aux fermes moins bien équipées, où l'investissement est moins considérable et où, disons-le, la compétence administrative est moins assurée ? Que ceux qui sont disposés à investir \$33,000 pour un revenu annuel de \$3,500 lèvent la main ! Et notons bien qu'il ne s'agit pas ici d'un profit, mais d'un salaire. Dans les grandes sociétés industrielles, le profit c'est ce qui reste après la déduction de toutes les dépenses, y compris les salaires payés à l'investisseur.

Un reportage aussi bref n'aura jamais la prétention de discuter à fond les multiples

LES MISÈRES DE L'AGRICULTURE AU LAC ST-JEAN



Au début de septembre dernier, quelque 1,200 tracteurs envahissaient les routes du Saguenay et du Lac St-Jean. C'était là, nous apprennent les journaux, une mesure de protestation de la part des cultivateurs, contre les lenteurs du gouvernement à leur venir en aide. Les cultivateurs estimaient en effet à cinq millions de dollars les dommages causés aux récoltes par le mauvais temps.

Il y eut négociation avec les gouvernements fédéral et provincial. Puis le gouvernement du Québec annonça une indemnité de 2.5 millions de dollars, une autre partie devant être payée par le gouvernement fédéral.

En même temps qu'il annonçait le paiement de cette indemnité, le premier ministre en profitait pour mettre en doute l'évaluation des dommages faite par l'U.C.C. du Lac St-Jean. "On sait que dans ce cas, disait le premier ministre, sans avoir d'intention malhonnête, on est porté à surestimer les dégâts, afin d'avoir l'assurance d'obtenir au moins un minimum. Ceci n'est pas une méthode scientifique d'évaluation des dégâts".

C'est d'ailleurs là une opinion fort répandue chez les citoyens, que la classe agricole est chroniquement plaignarde. On veut bien concéder à ces gens qu'ils éprouvent certaines difficultés, mais on dira volontiers qu'ils sont habiles

dans l'art de "monnayer" leurs malheurs.

Ceci dit, que s'est-il vraiment passé au lac St-Jean ? Le désastre agricole étant dû aux conditions climatiques, voyons ce qui s'est passé dans cette région du côté météo, en 1964.

Comparativement aux saisons antérieures, les précipitations ont augmenté dans les proportions suivantes : en mai, augmentation de 79 pour 100 ; juin, 54.8 pour 100 ; juillet, 17 pour 100 ; août, 12.3 pour 100 ; septembre, diminution de 14.8 pour 100.

Dans son rapport, la Fédération de l'UCC fait les remarques suivantes :

"Les pluies excessives du mois de mai ont retardé gravement les semences. En général, les cultivateurs de la région ont mis leurs grains en terre un bon mois plus tard que d'habitude. Ce mauvais départ, suivi au cours de l'été d'un excès de pluie, joint à une température plutôt fraîche et à une insolation de 18 pour 100 inférieure à la normale, a retardé le développement des cultures. Pour comble de malheur, des gelées très hâtives en septembre sont venues enlever tout espoir de voir les céréales se rendre à maturité. Le volume de la récolte de grain s'établit à 13.3 pour 100 d'une récolte normale".

Je n'ai pas fait, quant à moi, une étude approfondie de ces données. Je ne peux témoigner que de ce que j'ai vu. Pendant mon bref séjour au Saguenay, j'ai vu sur la ferme de M. Paul Pedneault, une scène assez pénible. Dans un champ, une dizaine de veaux à demi gelés se faisaient un peu de

chaleur en s'entassant les uns sur les autres. Ce spectacle vous étonne ? m'a dit en ses termes M. Pedneault. Nous aussi ça nous dégoûte. Mais si j'entre maintenant mon troupeau à l'étable, comme il devrait normalement y être, je n'aurai plus suffisamment de foin ni de grains pour le nourrir jusqu'au printemps. La récolte normale de M. Pedneault lui permettait habituellement de vendre près de mille balles de foin chaque année. Cette année, même s'il a doublé sa superficie cultivée, non seulement il n'aura pas de surplus, mais n'en aura même pas assez pour nourrir son troupeau. La solution ? Envoyer une partie du troupeau à l'abattoir.

Ce n'est qu'après plusieurs années de travail qu'un cultivateur sérieux réussit à se construire un bon troupeau de vaches laitières. Il suffit d'une ou deux mauvaises années de récolte pour le détruire. Face à l'impossibilité de nourrir tout le troupeau pendant l'hiver, un très grand nombre de cultivateurs se voient forcés d'expédier une partie du troupeau à l'abattoir.

Le problème est peut-être plus grave qu'on ne l'a dit. M. Thomas-Louis Tremblay, gérant de la Chaîne coopérative du Saguenay, l'abattoir de St-Bruno, nous donne les précisions suivantes : A l'heure actuelle, dit-il, on ne fournit pas à l'abattage ; il nous faut même limiter les expéditions sur une base de quotas. En une seule journée par exemple, l'abattoir n'a pu accepter que 75 bêtes d'une région donnée, alors qu'on en destinait 300 à l'abattage. Pour l'ensemble de la région, le nombre de bêtes abattues a plus que dou-

blé et l'on ne réussit pas à fournir à la demande. Et ce phénomène se vérifie dans tous les abattoirs de la région.

Quand on sait le dommage que les cultivateurs sont ainsi forcés de causer à leur troupeau, on peut au moins supposer qu'ils ne le font pas pour le seul plaisir de se plaindre.

Les malins pourraient sans doute suggérer aux cultivateurs du Lac St-Jean d'acheter leur fourrage dans d'autres régions, mais encore faudrait-il qu'il y en ait de disponible et aussi qu'ils aient de l'argent pour l'acheter.

Au début de septembre, le gouvernement provincial a bien promis une aide financière aux cultivateurs affectés, mais au début novembre ils n'avaient toujours rien reçu. On peut donc comprendre assez facilement le mécontentement des cultivateurs du Lac St-Jean, surtout quand on sait que de 1956 à 1963, les cultivateurs des autres provinces du Canada ont reçu du gouvernement fédéral un montant total de \$735,344,000.00 dans les cas de sinistre, et que ceux du Québec n'ont pas reçu l'ombre d'un sou noir.

Nos négociations avec le gouvernement fédéral auront au moins permis une chose, de dire M. Jean-Marie Couet, celle d'apprendre à certain sous-ministre fédéral de l'agriculture qu'il y avait des cultivateurs dans la région Chicoutimi-Lac St-Jean. Et pour mieux démontrer l'intérêt qu'Ottawa manifestait pour les cultivateurs du Lac St-Jean, M. Couet souligne qu'ils ont adressé une lettre en mai au Ministère de l'agriculture, et qu'ils ont reçu la réponse en novembre.

aspects des problèmes agricoles. Il ne serait cependant pas mauvais de réfuter certaine croyance populaire, au sujet de l'agriculture, qui pour vraie qu'elle était dans le passé ne correspond plus à la réalité de 1965.

Quand j'ai discuté avec quelques citadins des faibles revenus de la classe agricole, on m'a régulièrement fait remarquer que le cultivateur devait cependant calculer aussi comme part de ses revenus, les produits agricoles qu'il utilise pour consommation domestique et qu'il n'a pas à payer, ce qu'il oubliait certainement de faire dans le calcul de ses revenus.

Cet argument ne s'avère plus. La mécanisation de la ferme et l'accroissement de la productivité ont conduit à une spécialisation très poussée de l'agriculture. On ne retrouve plus que très rarement ces fermes où l'on cultive tout l'éventail des produits agricoles. Chez M. Jacques Jean, dont nous avons parlé plus haut, le régime alimentaire ne se limiterait plus qu'au lait, au foin et à l'avoine, si l'on devait pour se nourrir, compter sur les produits de l'exploitation agricole.

Des chiffres récents du Bureau fédéral de la statistique démontrent d'ailleurs que le cultivateur devient un consommateur dans une mesure sensiblement analogue à celle du citoyen. Au Québec, les familles de cultivateur dépensent en moyenne \$3,518 annuellement pour biens de consommation domestique, comparativement à \$3,337 pour les familles urbaines. Le loyer et la nourriture constituant les principaux chefs de dépenses, on comprendra que le cultivateur n'est plus épargné de la note de l'épicier et du boucher.

(L'insécurité, un mode de vie)

Non, l'agriculture n'est pas un commerce profitable; elle ne réussit même pas à fournir un salaire décent pour la somme de travail qu'elle exige. Mais il n'y a pas que cela. Il y a aussi que le cultivateur n'est même pas assuré de maintenir les revenus médiocres qu'il retire de l'agriculture.

L'insécurité demeure le lot du cultivateur. Insécurité face aux conditions climatiques qui peuvent ruiner ses récoltes; insécurité due à la fluctuation des prix; insécurité aussi devant les innovations techniques de l'exploitation agricole.

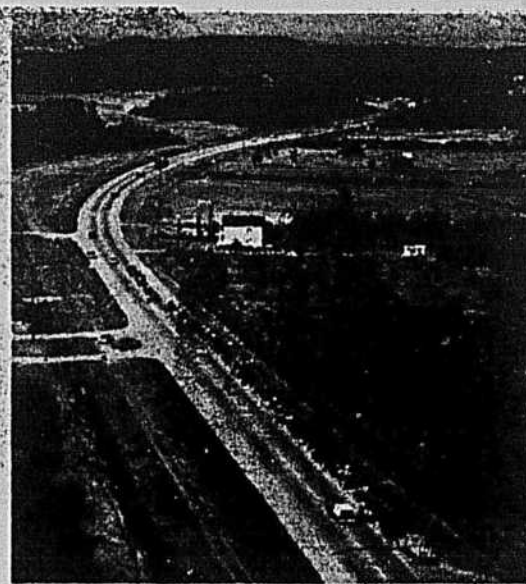
Le texte sur les misères de l'agriculture au Lac St-Jean nous expliquera assez clairement de quel ordre peut être l'insécurité due aux conditions climatiques. Quant à celle dérivée de la fluctuation des prix, elle est assez facile à comprendre. Il importe de préciser cependant que cette fluctuation des prix ne concerne pas celle des prix payés par le consommateur, mais bien les prix payés au producteur par l'intermédiaire. Toujours sur la base de 1949-100, l'indice des prix à la consommation était passé à 143.1 en août 1965 (région de Montréal). Mais les chiffres du BFS nous disent que les prix payés au producteur n'ont augmenté que dans une très faible mesure.

Avec cette précision en tête, supposons maintenant que la production d'un cultivateur soit centrée sur la pomme de terre. Le producteur sait approximativement ce qu'il lui en coûte pour produire ses pommes de terre. Tant d'engrais chimiques tous les ans, tant de chaux, de

graines de semences, l'achat de tel équipement et sa dépréciation, etc., etc. Ce qu'il ne sait pas, au temps des semailles, c'est le prix qu'il recevra pour ses pommes de terre au moment de la vente. Le coût de la production manifeste, on le sait, une tendance ferme à la hausse, mais le prix de vente à l'intermédiaire fluctue régulièrement entre le petit revenu et la perte nette. Le producteur ne sachant pas d'avance où se logeront les prix qui lui seront payés au moment de la récolte, il en découle nécessairement une insécurité constante du côté des prix.

Cette crainte n'est d'ailleurs pas fondée sur la simple croyance qu'il pourrait bien en être ainsi, mais sur des expériences désastreuses du passé, plus fréquentes qu'on ne croit, et qui ont conduit plus d'un cultivateur à la faillite.

(SUITE A LA PAGE 22)



La parade des tracteurs : Un cri d'alarme pour attirer l'attention des gouvernants et du peuple sur le marasme agricole.

Des gens qui ont réussi à faire entendre leur cri d'alarme : De gauche à droite, MM. Louis Boucher, organisateur syndical au Saguenay; Paul-Emile Doré, de la Fédération; M. Tremblay, cultivateur de Chicoutimi-Nord, et Jean-Marie Couët, secrétaire général de la Fédération de l'UCC du Saguenay.

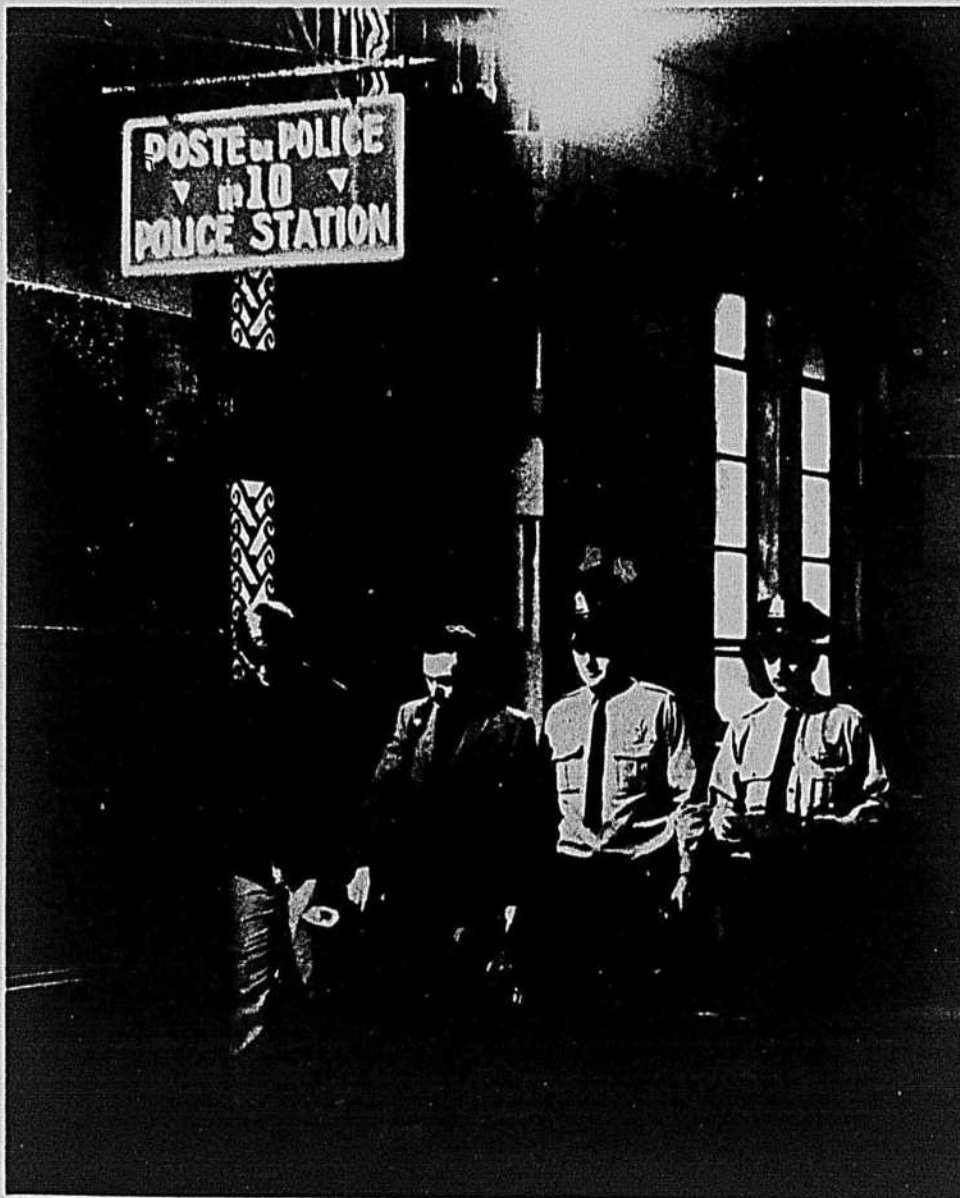


Les pluies ont tellement détrempé les terres que les tracteurs ne peuvent plus aller dans les champs. Dans plus d'un cas, il faudra donc remettre les labours à l'année prochaine.

QUAND LES POLICIERS PATROUILLENT LA NUIT

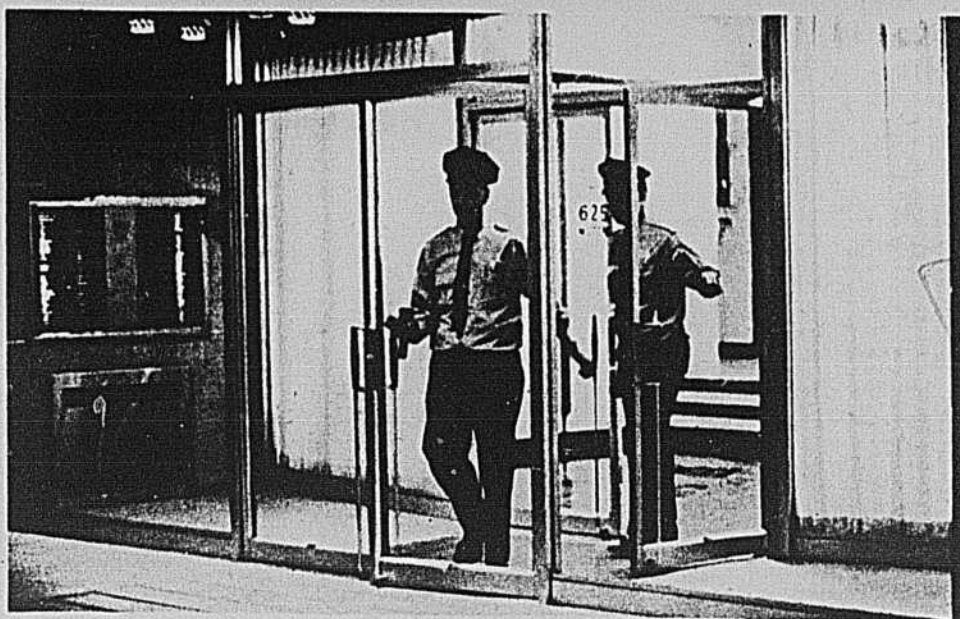
PAR ALAIN STANKE

**C'est une nuit
comme les autres
pour les agents
Paul-André Paillé
et Stanley White.
Mais quelle nuit!**



Les agents White et Paillé quittent le poste en compagnie du photographe et du journaliste.

Après une visite aux fêtards trop bruyants.



LA PATROUILLE de nuit. Samedi de onze heures du soir jusqu'au lendemain matin sept heures. Les agents (1833) Paul-André Paillé et (2024) Stanley White. Dans le passé ces deux hommes se sont distingués une centaine de fois par leur excellent travail. A la police de Montréal ils sont reconnus pour avoir "le flair policier".

Les deux agents, un photographe et moi-même quittons le poste à onze heures précises à bord d'une ambulance immatriculée 10-15. Notre district "le 10" est un des plus actifs de la métropole. Il s'étend des abords du Forum à l'ouest, de la montagne au nord, de la rue Bleury à l'est et de la rue Notre-Dame au sud. 116 boîtes de nuit détentrices de permis à surveiller, des tavernes, des hôtels, des magasins...

11:23 heures: Premier appel. L'alarme d'une banque sise à l'angle des rues Stanley et Ste-Catherine vient de se déclencher. Qu'allons-nous trouver là? Un bandit armé? Un chat égaré? Nous arrivons sur les lieux deux minutes plus tard. L'agent Paillé passe par la ruelle pendant que White s'élance sur la porte d'entrée principale. Au même moment surgissent quatre autres autos de police et leurs occupants ont tôt fait d'entourer l'édifice. L'enquête est aussitôt confiée aux occupants d'une autre radiopatrouille. L'ambulance, elle, doit se tenir disponible pour les cas d'urgence qui pourraient survenir. Nous repartons donc patrouiller les rues de la ville.

11:35 heures: Peel, Ste-Catherine. Accident. Le chauffeur est ivre.

Il faut le conduire au poste de police. La patrouille reprend le chemin à minuit.

Pendant que l'agent Paillé est au volant, White jette un coup d'œil rapide sur les serrures de tous les magasins que nous rencontrons. Il a constamment une liste d'autos volées devant lui qu'il consulte aussitôt que nous croisons une automobile à l'allure suspecte: auto mal stationnée, auto occupée par une ou plusieurs personnes à l'aspect louche...

Les deux agents ne semblent avoir aucune autre conversation à s'offrir que celle qui concerne leur travail. La patrouille de nuit c'est leur sport. Ils ont développé un sens spécial, un flair pour être toujours là au bon moment. Pour eux au départ toutes les personnes qu'ils croisent sont suspectes. Ils savent que la majorité des hommes jouent très mal la comédie. Il s'agit donc de les faire parler pour découvrir la vérité.

Le samedi soir les hommes ivres sont nombreux. Lorsqu'ils voient approcher l'auto de la police ils font des efforts surhumains pour marcher droit; et pour donner une meilleure impression d'innocence ils vont même jusqu'à demander un renseignement aux agents. La soirée

début à peine et nous avons déjà eu droit à trois demandes de renseignements du genre. Le constable Paillé se permet une plaisanterie : Ça me rappelle l'autre soir. Une femme avait fait venir notre ambulance chez elle pour un cas d'urgence. Un pigeon était tombé sur son terrain et s'était cassé une aile. La dame aurait aimé que nous le transportions à l'hôpital..."

Nous rions tous de bon cœur quand soudain nos voix sont couvertes par le bruit d'une motocyclette qui pétarade. Le jeune voyou ne voit pas la police. Il continue son manège pour amuser les copains. Le pauvre bougre se mérite une convocation en cour municipale.

11:54 heures : Appel. Peel et Sherbrooke. Accident d'autos. Rien de grave, mais il faut apaiser les deux chauffeurs qui s'accusent mutuellement d'avoir causé l'accrochage puis remplir ensuite une série interminable de rapports.

12:14 heures : Appel. Un citoyen vient de se faire voler son auto, rue Bishop. En possession de tous les détails il faut revenir au poste et donner un rapport détaillé au téléphone. Quelques secondes plus tard tous les postes de police de la ville sont avisés de la disparition par télétype.

12:47 heures : Appel. Maison à appartements de la rue Durocher. Fête bruyante. Les voisins se plaignent. Les fêtards lancent des bouteilles de bière par la fenêtre. Nous arrivons par la ruelle, les phares éteints. Un bruit de verres cassés sous les pneus de l'ambulance alerte les coupables qui se montrent à la fenêtre. Pour commencer ils essayent de narguer les agents de la paix. Ils sont réprimandés sévèrement et tels des enfants promettent finalement de ne plus recommencer.

1:04 heure : Appel. A deux pas de là, rue Milton. Une autre fête trop bruyante dérange les voisins. Cette fois un concierge gesticulant est à la porte. Il faut monter à l'appartement. Sept minutes s'écoulent puis les deux agents reviennent à l'auto. L'un d'eux décroche le micro : "Ici 10-15. Nous sommes allés au "party". C'est une véritable orgie. Les propriétaires ont promis de finir la fête sur-le-champ, mais je pense qu'il faudra le panier à salade sous peu... Ils sont tous ivres..."

1:18 heure : Appel. "Trouble sur la rue Lorne." Le mot *trouble* est utilisé à toutes les sauces. Le visage des deux agents se crispe soudainement. Enfoncé dans la banquette, je retiens mon souffle. Le photographe brise le silence : "A chaque minute c'est une nouvelle aventure. Ça doit être dur pour vos nerfs à la longue?"

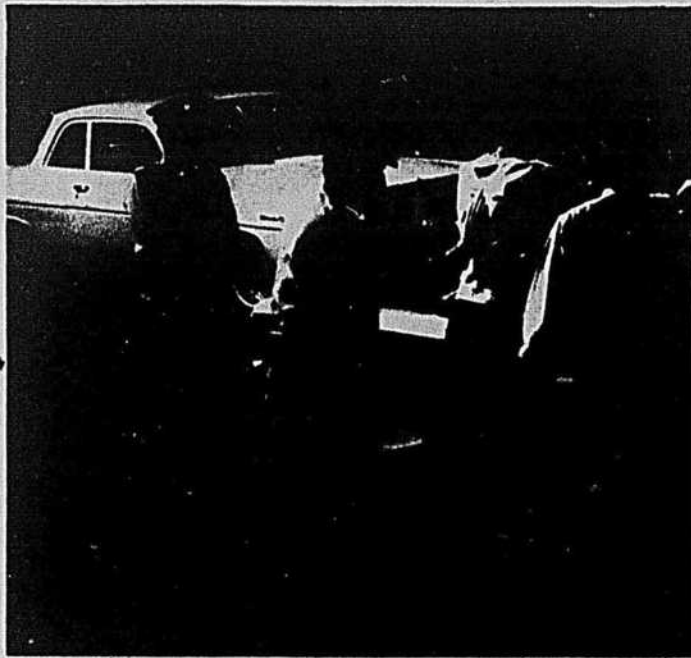
L'agent White esquisse un sourire : "C'est le métier" dit-il. A l'adresse indiquée une femme âgée s'agit devant la porte. "Police... police... crie-t-elle. C'est moi qui vous ai téléphoné. Je suis la propriétaire. Il y a une jeune fille bien qui dort en haut. Ici, c'est une maison bien. Un grand homme est venu il y a quelques secondes... il voulait monter chez elle. Il disait qu'il était son ami. J'ai dit NON. Il m'a montré le poing... Le gros méchant a insisté..."

Une interminable histoire débute tout au long de laquelle les mêmes faits sont redits par la plaignante des dizaines de fois.

Que de sang-froid ne faut-il pas pour être policier. Que de patience... On rassure la femme qui rentre chez elle et se verrouille, heureuse. Elle a gagné, le "gros méchant" a perdu.

1:32 heure : Appel. Rue Notre-Dame. Bagarre. On nous prie de tenir l'ambulance non loin de la scène. Le tout se termine sans blessés. Nous n'avons pas à intervenir.

2:45 heure : Appel au poste. Une fem-



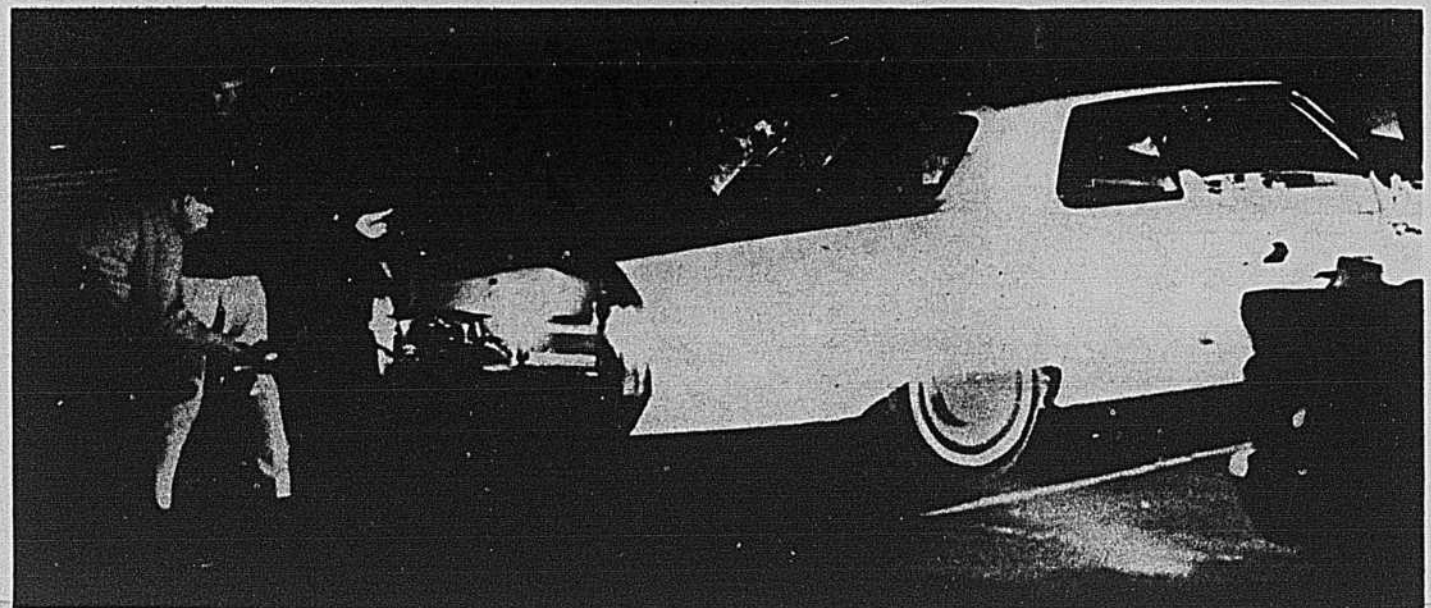
Un suspect est fouillé... puis reconduit au poste.



Quand on a quelque chose à se reprocher on fait souvent semblant d'être innocent.



Une heure de repos en compagnie de quatre autres agents. On mange, on joue aux cartes mais on ne parle plus de son travail.

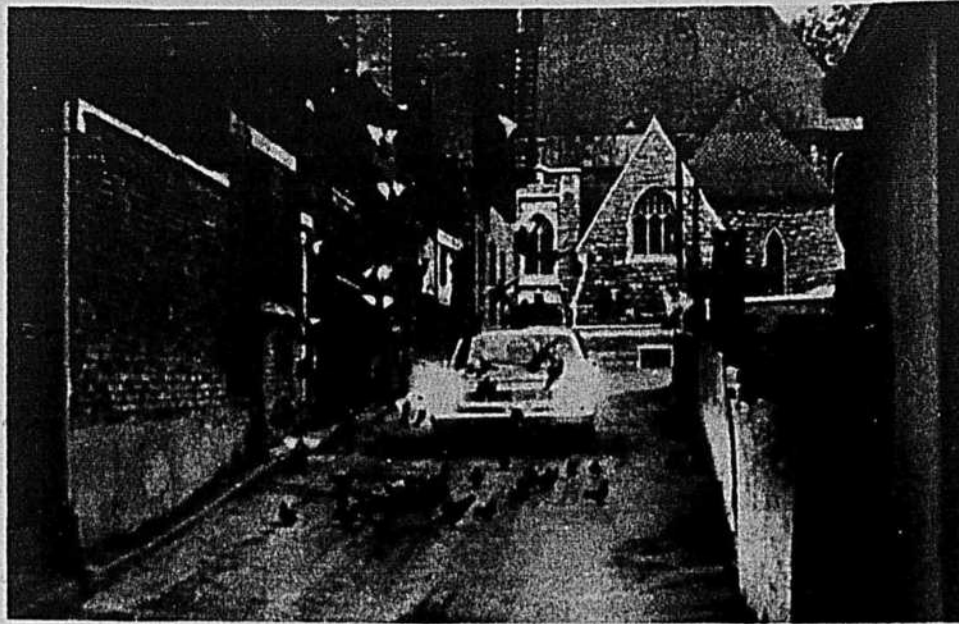


On retrouve une auto volée. Le propriétaire ne savait même pas qu'elle lui avait été dérobée.

PATROUILLE

SUITE

Le jour s'est levé. Les rats ont fait place aux pigeons.



Parfois, lorsqu'on voit quelque chose de suspect il faut descendre de l'auto et aller vérifier.



Une chute de 50 pieds dans un trou de métro. Dégager les victimes et les conduire à l'hôpital avant qu'il ne soit trop tard. Deux minutes plus tard la civière entre à l'hôpital.



me âgée vient d'être assaillie par un bandit. Il faut la conduire à l'hôpital. Ensuite commence la recherche de l'individu à travers les rues et ruelles du quartier. Toutes les peines sont hélas vaines. L'inconnu a fui emportant la sacoche et une centaine de dollars. Il doit déjà être loin. L'agent White soupire : "Les gens sont donc imprudents..."

La petite promenade que nous venons d'effectuer à travers les ruelles m'épate. Je ne soupçonnais même pas l'existence de ces sombres ruelles. Pour l'agent Paillé ce coin de la ville n'a pas de secrets. Voilà onze ans qu'il le patrouille.

3:00 heures : Changement de chauffeur. C'est l'agent White qui prend maintenant le volant.

3:15 heures : Appel. Des parents inquiets viennent de téléphoner. Leur fille n'est pas encore entrée...

3:30 heures : Appel. Rue Stanley un homme ivre vient de se lancer sur la portière de l'ambulance en criant : "On m'a volé mon auto. Elle était ici et elle n'y est plus..."

On lui conseille de prendre une bonne tasse de café pour se dégriser.

"De toute façon, lui dit-on sur un ton poli et amical, il vaut bien mieux que vous ne la trouviez pas puisque vous n'êtes pas en état de la conduire..." L'homme ne discute pas la remarque et disparaît dans un restaurant.

3:40 heures : C'est l'heure de manger. On retourne au poste où, après avoir avalé quelques sandwiches en compagnie des autres policiers, c'est le temps de jouer une partie de cartes. Une heure de détente totale. Il n'est plus question de travail.

4:40 heures : Reprise du service. Maintenant débute l'inspection des ruelles. Des centaines de rats fuient les poubelles à l'approche du véhicule. On vérifie des colis que portent quelques individus aux mines patibulaires.

A l'arrière d'un autre restaurant quelques jeunes filles souriantes saluent les policiers. Ce sont les serveuses d'un restaurant. Elles viennent de terminer leur travail. A force de se croiser la nuit, on se reconnaît.

5:17 heures : Rue Fort. Un agent de police a arrêté un suspect dans une automobile qui ne lui appartient pas. Il a besoin d'aide pour conduire l'individu au poste. L'inconnu est d'abord fouillé puis l'agent Paillé l'escorte jusqu'aux cellules.

5:30 heures : En passant près d'un terrain de stationnement les agents remarquent la présence d'une Cadillac. Elle n'y était pas il y a un instant. Que fait-elle ici ? Une vérification s'impose. Le moteur du véhicule est encore tiède. Les plaques d'immatriculation ont été enlevées. Sur la liste des autos volées il n'y a pas de véhicule du genre rapporté volé. Il est clair que le vol est récent. Nous demandons de l'aide pour inspecter les ruelles, fonds de cours et immeubles du voisinage. Aucun résultat de ce côté-là. Les détails du véhicule volé sont transmis au poste où l'on entreprend des recherches aussitôt. Une demi-heure plus tard on réveille le propriétaire pour l'aviser que son auto a été retrouvée. Il ignorait tout du vol. (!)

Le soleil s'est déjà levé. La journée de travail tire à sa fin. En somme elle aura été assez semblable aux autres. Dans les ruelles les pigeons ont remplacé les rats et dans les rues on assiste au réveil des Montréalais. Ceux qui viennent de se raser. Ils marchent d'un pas alerte. Ils ont bien dormi. Par-ci par-là on en croise d'autres cependant qui ont la barbe longue, les habits froissés. Honteux de leur haleine, regrettant leur nuit agitée ils s'engouffrent rapidement dans des maisons où d'autres drames éclateront sans doute... "Ces appels-là ne seront plus pour nous, dit White. Nous terminons dans quelques minutes..."

Depuis deux heures les appels à la radio sont devenus moins fréquents. Tout est plus monotone. Les rues désertes. Les passants rares. Je bâille de bon cœur.

6:20 heures : Un appel lancé sur un ton sec nous fait sursauter : "10-15. Une auto vient de tomber dans le trou du métro près du Forum." "10-15 y va immédiatement !" répond Paillé et déjà notre ambulance s'élance. Vitesse : 70 milles à l'heure. La sirène hurle à pleins poumons. Elle immobilise les autos et doit rassurer la victime dont on ne connaît encore rien. On se cramponne à nos sièges.

A six heures 22, nous sommes sur les lieux. Des passants se sont groupés autour de l'immense clôture qui entoure le gouffre. Ils crient : "Vite... vite..." Pour pénétrer à l'intérieur il nous faut casser la barrière d'entrée. Nous nous y mettons tous les quatre. Les planches cèdent sous notre poids. C'est un spectacle affreux qui s'offre à nous : A 50 pieds en bas, dans le fond du trou, une auto écrasée repose sur son toit. Je n'en crois pas mes yeux. J'aperçois un bras qui remue. Quelques gémissements parviennent jusqu'à nos oreilles. Nous nous élançons tous vers le véhicule.

"Etes-vous seul" ?
"Non, répond l'homme... SIX... SIX..."

Les gestes qui suivent nous les faisons machinalement, sans penser à autre chose qu'à sortir le plus rapidement possible les malheureux de leur piège. Deux d'entre eux, des femmes, baignent dans leur sang, immobiles, inconscientes.

Ensuite ? C'est l'arrivée d'une série d'ambulances pendant que nous sommes déjà en route vers l'hôpital avec le masque à oxygène sur la bouche de la victime...

Les événements se sont déroulés à une vitesse vertigineuse. Ce n'est qu'en retournant au poste que l'un des agents se rend compte qu'il s'est blessé à la main.

Il est sept heures. "La nuit" est finie... ou presque finie, car il reste encore l'ambulance ensanglantée à laver et une pile de rapports à remplir.

Pour les deux policiers ce fut une nuit comme les autres. Pour nous : "Quelle nuit ! Et... quels hommes !"

C'est la fin d'une journée de travail. Raconter brièvement le terrible accident, remplir des formules, faire son rapport et... c'est fini jusqu'au lendemain soir.



Grâce au Shortening et à l'huile Végétale

MONARCH
votre recette
favorite peut vous
rappporter des dollars!



Il suffit de poster ce coupon dès aujourd'hui!



**PRIX: 50 CHÈQUES DE \$100.
ET 1,000 EN PRIX DE CONSOLATION!**



Veillez écrire, en lettres moulées, votre recette (confectionnée soit avec du shortening ou de l'huile végétale 100% pure MONARCH) sur une feuille de papier, en inscrivant vos nom et adresse. Annexe la recette à ce coupon dûment rempli ainsi que le rabat d'une boîte de shortening Monarch ou l'étiquette que vous aurez découlée d'une bouteille d'huile végétale Monarch (ou des fac-similés) et faites parvenir le tout à:-

MONARCH FINE FOODS LTD., P.O. Box 310, Rexdale, Ontario.

(Les participations devront être postées au plus tard le 15 février 1966)

Nom.....

Adresse.....

Ville.....

Prov.....

Téléphone.....

LP.3

Les employés de Monarch Fine Foods Ltd. et de son agence de publicité ne sont pas admissibles.

50 Chèques de \$100!
1,000 en
Prix de Consolation!

Choisissez votre recette favorite comprenant du shortening pur ou de l'huile végétale 100% pure Monarch et faites-nous la parvenir selon les instructions mentionnées dans le coupon ci-dessus. Les recettes gagnantes feront l'objet d'un choix définitif de la part du jury. Pour recevoir la liste des noms des gagnants—envoyez à l'adresse suivante une enveloppe affranchie et portant votre adresse: "Concours Monarch" 195 Belfield Road, Rexdale, Ont.

MONARCH

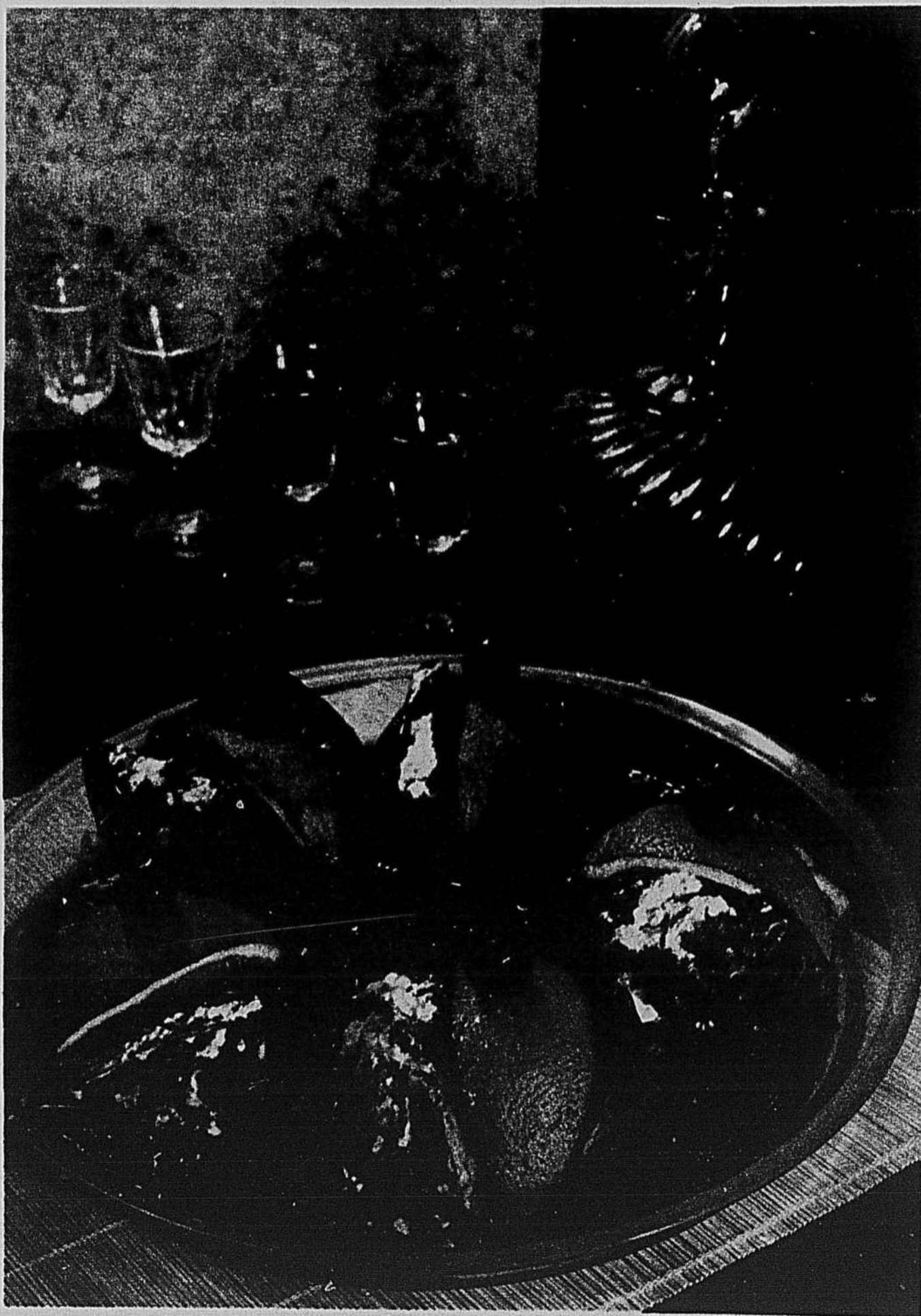
Shortening pur—
Huile végétale pure



"Le gage d'une cuisine raffinée"

au menu cette semaine

POMMES À L'ORANGE & AU MARASQUIN

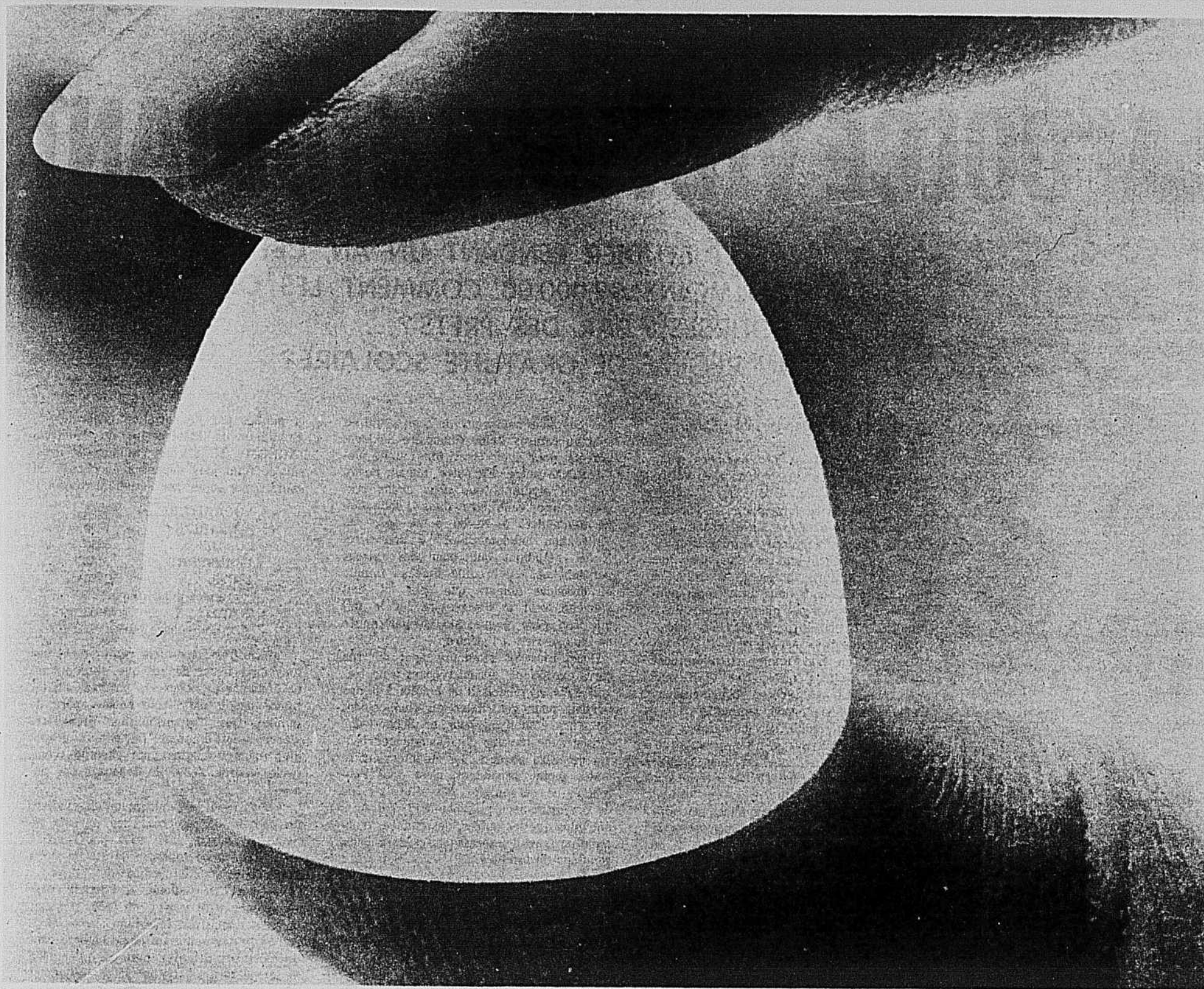


INGREDIENTS : 1 belle pomme par personne — 2 oranges — 1 citron — 3 cuil. à soupe de sucre glacé — cerises confites.

Laver et essuyer les pommes. Dans chacune d'elles, découper la valeur d'un quartier d'orange, et, très délicatement, retirer la partie fibreuse du centre ainsi que les pépins. Remplacer ce quartier de pomme retiré par un quartier d'orange (non pelée) de même dimension; bien l'enfoncer. Râper, sur les pommes ainsi parées, un peu de zeste de citron, et les arroser également avec un peu de jus de ce citron.

Mettre les pommes dans un plat allant au four; les saupoudrer abondamment de sucre semoule; les arroser avec le marasquin et faire cuire environ 40 minutes en les arrosant souvent avec leur jus. Après cuisson, mettre les pommes dans le plat de service; laisser refroidir; saupoudrer de sucre glacé; décorer avec une cerise confite.

Si pour la cuisson on utilise un plat en Pyrex, il ne sera pas nécessaire de transvaser les pommes, ce qui sera préférable pour conserver le jus qui est généralement pris en gelée dès qu'il refroidit.



Shirriff a cette saveur appétissante... que perçoivent même la vue et le toucher.

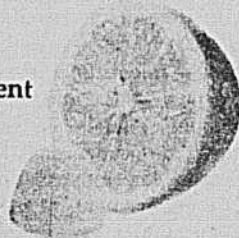
Pourquoi vous contenter d'une poudre à gelée ordinaire?



Les poudres à gelée ordinaires dispersent leur saveur. Shirriff la garde là où elle doit être, dans la coquille de saveur, où vous avez l'impression de la voir, même de pouvoir y toucher. La saveur entière y est emprisonnée comme la saveur du citron est emprisonnée par la nature dans le fruit frais. La saveur de Shirriff ne peut se disperser dans l'air.

Pour que vos gelées aient plus de goût et un goût plus frais, comptez sur Shirriff.

Le bon goût est dans la 'coquille'
... de 12 gelées... 4 poudings
... 3 garnitures de tarte.



LA "DOLCE VITA" DES ÉTUDIANTS

POUR VIVRE ET ÉTUDIER PENDANT UN AN, L'ÉTUDIANT A BESOIN D'AU MOINS \$2,000.00. COMMENT LES OBTIENDRA-T-IL ? PAR DES BOURSES ? PAR DES PRÊTS?... OU PAR UN RÉGIME DE GRATUITE SCOLAIRE ?

PAR LYSIANE GAGNON

LES ÉTUDIANTS, chacun les voit avec ses yeux à soi.

Tantôt on les imaginera oisifs et choyés, menant la dolce vita au volant de leur Volkswagen, et l'on dira : "Qu'est-ce qu'ils ont à se lamenter ? Le parking de l'université n'est pas assez grand...". Tantôt on les imaginera anémiques et faméliques, piochant sur leur thèse dans une chambre enfumée après avoir travaillé tous les week-ends dans un entrepôt malsain pour gagner de quoi terminer leurs études. Et l'on dira : "Rien de mieux pour tremper le caractère..." (il est d'ailleurs de bon ton, particulièrement dans les milieux aisés, que d'affirmer que plus on en arrache pour étudier, mieux l'on devient "un homme".)

... Mais la réalité, sur les campus des universités québécoises, n'est ni aussi rose, ni aussi noire : elle est, tout simplement, grise — et tire parfois sur le gris foncé.

Les statistiques, les enquêtes, scientifiques ou non, et le simple bon sens le prouvent : les étudiants font face, à 20 ans, à l'âge où toutes leurs énergies intellectuelles devraient être employées à parfaire leur formation technique et professionnelle, à des problèmes d'argent qui suffiraient à empoisonner l'existence de n'importe quel citoyen — avec cette différence qu'eux n'ont pas, de sources de revenu autres que le travail d'été, les bourses et divers prêts, et que rares sont ceux qui ne prévoient pas devoir rembourser, dès la fin de leurs études, des sommes assez considérables.

D'où viennent les étudiants ?

L'université est de moins en moins l'apanage des fils de familles bourgeoises. Une enquête, effectuée il y a trois ans par le département de sociologie de l'Université de Montréal, établissait en effet que 78% des étudiants des trois universités françaises du Québec (Montréal, Laval et Sherbrooke) viennent de milieux ouvriers et paysans, et qu'il y en a 61% dont le père a un revenu annuel inférieur à \$6,000.

Aucune enquête scientifique n'a été faite à ce sujet depuis 1962, mais l'on peut être certain que, d'année en année, le nombre s'accroît de jeunes dont le milieu familial n'a pas les moyens financiers de défrayer, ni entièrement, ni même partiellement, leur éducation universitaire. Pour ceux-là, le seul fait de priver leur famille d'un salaire supplémentaire est déjà un handicap de taille.

Est-ce à dire que les fils de familles plus fortunées sont, pour leur part, au moins, à l'abri de tout problème d'argent ? Pas nécessairement. Bien des étudiants déplorent, en effet, que l'on se fonde presque exclusivement sur le revenu du père dans l'attribution des bourses et des prêts.

Les cas sont nombreux de jeunes qui se sont vu refuser l'aide financière de leurs parents, pour avoir choisi une faculté plutôt qu'une autre. En outre, aucun, parmi tous les étudiants que nous avons rencontrés, ne veut être dans l'obligation de demander, à 20 ou à 25 ans, une "allocation hebdomadaire" à son père. Enfin, l'étudiant qui, pour des raisons personnelles, est brouillé avec sa famille ou demeure ailleurs que chez lui, doit subvenir seul à ses besoins, et le fait que son père gagne \$15,000 par année ne change rien à l'affaire.

Donc, tous les étudiants, sauf de très rares exceptions, auront recours à un travail d'été, et parfois à un emploi à temps partiel, pour contribuer au financement de leurs études ou pour se donner une plus grande mesure d'indépendance vis-à-vis de leurs parents. Là où intervient le statut social, cependant, c'est dans l'obtention de cet emploi. En effet, les fils de professionnels ou d'hommes d'affaires ont, plus que les autres, des chances d'obtenir un travail intéressant, grâce à leurs relations de familles.

Combien en coûte-t-il pour étudier... et vivre ?

Or, combien en coûte-t-il pour être étudiant ?

Dans une brochure tirée du rapport sociologique dont nous parlions plus haut,

et publiée par l'Association générale des Étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM), M. Michel Vaillancourt dressait le bilan des dépenses encourues au cours d'une année par l'étudiant moyen.

NOURRITURE	\$590
SCOLARITE	\$490
LOISIRS	\$350
TRANSPORT	\$132
TOTAL	\$1760
(année académique)	
TOTAL	\$1953
(pour douze mois)	

Ces chiffres constituent évidemment une moyenne. Il va de soi que si l'étudiant ne demeure pas chez ses parents, s'il est marié ou, à plus forte raison, père de famille, ses responsabilités financières s'accroissent d'autant. Le budget moyen d'un ménage étudiant, par exemple, comporte environ \$4,500 de dépenses par année.

En outre, il est évident qu'un étudiant ne demeurant pas chez ses parents ne peut se nourrir avec \$590 par année : un marché hebdomadaire de \$12 ne suffit guère à un appétit normal.

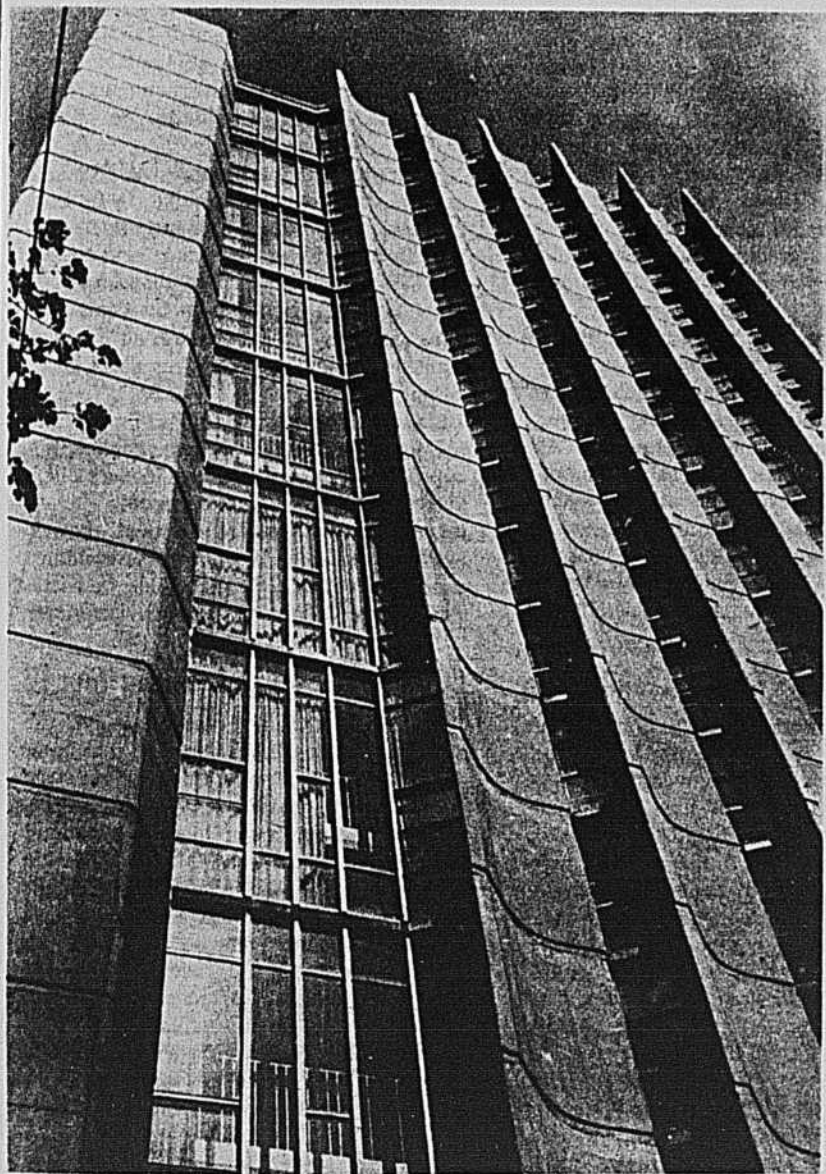
Lorsque l'on indique, à l'article "loisirs", le chiffre moyen de \$350, il s'agit là aussi d'un strict minimum : avec environ \$7 par semaine, un jeune homme peut difficilement défrayer tout ce qu'englobe le terme loisirs. (Qu'on songe seulement que s'il fume, ses cigarettes lui coûteront



Avril 1964 : les étudiants marchent sur le Parlement, réclament du gouvernement québécois qu'il récupère les champs de taxation qui reviennent actuellement au gouvernement d'Ottawa. Au premier rang, au centre, les présidents de l'AGEUM et de l'AGEUM, Jean Bazin et Pierre Marois, pour l'année académique 64-65.

\$3 par semaine environ.) Fort heureusement, cependant, les demoiselles qu'il fréquente consentiront généralement à défrayer leur part des dépenses. Enfin, ce tableau, forcément schématique, ne tient pas compte de certains autres déboursés que doit effectuer l'étudiant s'il veut mener à bien ses études : l'achat de livres, par exemple.

Si l'on calcule — c'est la conclusion à laquelle en sont arrivés les sociologues — que la moitié des étudiants de l'université de Montréal (dans le cas des deux autres universités, la proportion est encore plus forte) ne demeurent pas chez leurs parents, il faut encore ajouter au budget moyen de l'étudiant le coût d'un loyer. Même si, dans les résidences universitaires, il est relativement moins élevé, et même si la plupart des étudiants non



Les étudiantes ont, depuis cette année, leur résidence sur le campus. (photo ci-haut). Les deux résidences peuvent loger en tout 354 jeunes gens et jeunes fille, pour \$340 par année pour une chambre simple, et \$300 pour une chambre double.



L'ESPRIT DES FÊTES, C'EST LA JOIE QUI L'INCARNE
LA JOIE DES FÊTES, C'EST LA BÛCHE QUI L'EXPRIME
LA BÛCHE DES FÊTES, C'EST VACHON QUI LA FAIT

Faites à la main, selon une recette traditionnelle, au chocolat ou à la vanille, les bûches Vachon sont préparées avec les meilleurs ingrédients. Vous trouverez aussi chez votre épicier d'autres pâtisseries Vachon pour les Fêtes: gâteaux aux fruits à pâte pâle ou foncée, mokas en boîtes familiales. Toutes les pâtisseries Vachon incarnent le véritable esprit des Fêtes: elles soulignent la joie de vos invités.





Il y a deux ans, les étudiants de l'Université de Montréal boycottaient la cafétéria du centre social, qu'ils accusaient de hausser les prix sans cependant hausser la qualité des plats.



C'est en 1958 que les étudiants commencèrent d'adopter une attitude résolument revendicatrice. On se souvient du siège des "trois" (Francine Laurendeau, Bruno Meloche et Jean-Pierre Goyer) devant le bureau de Duplessis. Aujourd'hui, Mlle Laurendeau travaille à Paris, Me Meloche est conseiller technique à la CSN, et M. Goyer est député libéral au fédéral.



En 1962, l'Association étudiante de l'université de Montréal publiait une brochure tirée d'une enquête effectuée par le département de sociologie et intitulée : "La situation financière des étudiants". L'auteur : Michel Vaillancourt, qui devait l'année suivante succéder à Pierre Marois à la présidence de l'AGEUM.

mariés se mettent à deux ou à trois pour partager les frais d'un appartement, il reste qu'il s'agit, dans tous les cas, d'une dépense de taille.

Les sources de revenu : papa... et l'Etat

Vers qui, alors, l'étudiant peut-il se tourner pour obtenir de quoi vivre et étudier ? "Règle générale, écrit M. Vaillancourt, les parents demeurent les principaux bailleurs de fonds pour l'étudiant. Mais la proportion semble avoir diminué par rapport aux années passées puisqu'un tiers seulement des étudiants peut se fier aux allocations parentales pour continuer ses études." Les autres sources de revenu sont, par ordre d'importance, le travail d'été (en moyenne \$530 par année), les bourses (\$350) et les emprunts (\$220), et le travail à temps partiel durant l'année académique (\$230). On calcule que si l'on établit le budget de l'étudiant moyen, ses dépenses excèdent ses revenus de plus de \$1,000.

On sait que le Service d'Aide aux Etudiants du ministère de l'Education attribue chaque année un certain nombre de bourses aux étudiants qui en font la demande, ainsi que des prêts, jusqu'à concurrence de \$500 dans chaque cas. Or, 40% du montant de la bourse est remboursable.

Ce qui fait que si l'étudiant reçoit, en un an, \$500 en bourse et \$500 en prêt (ce qui est le maximum auquel un non-résident puisse prétendre), il devra, tout compte fait, rembourser 70% du montant total reçu, soit \$700. A supposer qu'il ait bénéficié de cette subvention pendant quatre ans d'étude, il devra, une fois lancé dans la vie active, faire face à une dette de \$2,800.

D'autre part, le Prêt d'Honneur aide, cette année, environ 2,000 étudiants (ce chiffre vaut pour l'U. de M.) à défrayer une partie de leurs études. Là encore, il s'agit de prêts remboursables à 6% d'intérêt. Le mérite de l'organisation consiste à fournir à l'étudiant un endosseur auprès des banques.

Or, il semble bien que le ministère de l'Education présentera d'ici peu au conseil

des ministres un rapport favorisant l'établissement d'une formule de prêts généralisés. Bien que ce rapport n'ait pas encore été rendu public, M. Gérin-Lajoie et certains fonctionnaires du ministère l'ont à quelques reprises laissé clairement entendre.

Grosso modo, il s'agirait d'une sorte de Prêt d'Honneur institutionnalisé au niveau gouvernemental, l'Etat se portant endosseur auprès des banques. Il semble que c'est cette formule qui sera proposée, bien qu'à la rigueur le gouvernement pourrait avoir recours à d'autres modes de financement que les prêts bancaires. Si, comme le croient tous les observateurs proches des milieux gouvernementaux et étudiants, on adopte un système de prêts bancaires, on calcule que, en 1970, les banques devraient ainsi récolter environ \$6 millions en intérêts. Ceux qui favorisent cette formule considèrent cependant qu'elle permettrait à l'Etat de prêter plus d'argent à un plus grand nombre d'étudiants. Au moment où cet article a été rédigé, cependant, nous n'avons pu obtenir aucun renseignement précis au ministère, au sujet du rapport qui constituerait la base de la formule des prêts généralisés, dont le grand public ignore encore les détails.

Le choc de deux grandes tendances

Or, cette question, qui a déjà depuis quelques mois été abordée par les leaders étudiants de toutes les universités québécoises, constitue en fait une cause type autour de laquelle se cristallisent les deux grandes tendances du milieu étudiant face aux moyens de régler, au moins partiellement, ses graves problèmes financiers.

Tous s'accordent à réclamer, à plus ou moins brève échéance, la gratuité scolaire au niveau universitaire et le présalaire. (Le présalaire est envisagé par la plupart comme étant un corollaire de l'abolition des frais de scolarité ; on a vu en effet que les frais de scolarité ne sont qu'une partie des dépenses auxquelles l'étudiant a à faire face ; quant à la formule d'attribution de ce pré-salaire, on pense généralement à un système généralisé de bourses ou, à défaut de cela, de prêts, ou encore à une combinaison de ces deux modes

de subventions.)

Là où, cependant, les étudiants ne sont pas tous d'accord, c'est lorsqu'il s'agit de déterminer les moyens à prendre pour obtenir la gratuité.

Les attitudes des diverses associations étudiantes, vis-à-vis du principe même des prêts généralisés, indiquent une différence sensible de mentalité face à l'action étudiante, au syndicalisme étudiant et à son rôle par rapport au gouvernement. Ainsi, l'Association des Etudiants de Laval (AGEL), suivie en cela par celle de l'Université de Sherbrooke (AGEUS), a accepté, du moins en principe, la formule de prêts, la considérant comme une étape vers la gratuité, et comme le seul moyen qui soit actuellement à la disposition du gouvernement québécois pour contribuer dans une plus large mesure au financement des études universitaires de la population.

L'Association étudiante de l'université de Montréal (AGEUM), par contre, s'y oppose catégoriquement. Ses leaders adoptent une attitude qui s'apparente davantage à celle du syndicalisme dont, dans le système actuel, le but est de revendiquer sans "se mettre à la place" de la partie adverse, en l'occurrence le gouvernement.

"Que la société paie à son tour !"

L'AGEUM s'insurge contre une formule qui aurait pour effet, selon elle, d'imposer à l'étudiant — au pauvre comme au riche — des dettes considérables, et de perpétuer la tradition selon laquelle l'étudiant n'a rien de plus pressé, à sa sortie de l'université, que de s'enrichir, serait-ce aux dépens de la société. On comprendra facilement qu'un médecin, un avocat ou un dentiste qui a dû, pour obtenir son diplôme, s'endetter de plusieurs milliers de dollars sera porté à exploiter au maximum sa clientèle, et qu'il n'est pas question d'attendre de lui des préoccupations d'ordre social. Pour s'instruire, la société l'a fait payer... qu'elle paie à son tour ! En outre, les représentants de l'AGEUM considèrent qu'au moment où, au Québec, on parle de planification économique et où le besoin se fait de plus en plus sentir de compétences dans de nou-

veaux secteurs, la formule des prêts généralisés orienterait une bonne partie des étudiants vers les carrières les plus rémunératrices, lesquelles sont déjà les plus encombrées.

On ajoute, à l'AGEUM, que l'étudiant, une fois lourdement endetté au bout de quatre ans d'études, renoncera souvent à prolonger ses études jusqu'au doctorat, par exemple.

Alors que les étudiants de Laval envisagent cette formule comme une étape vers l'établissement de la gratuité, ceux de Montréal, par contre, la considèrent au contraire comme un palliatif qui ne règle pas le problème à sa source, et qui, loin de favoriser l'abolition des frais de scolarité, ne peut que retarder cette mesure parce qu'elle s'oppose au principe même de la gratuité scolaire en faisant payer l'étudiant pour l'exercice d'un droit reconnu dans presque toutes les sociétés démocratiques modernes: le droit à l'instruction.

Mais alors ?

Mais alors, dira-t-on, qui paierait pour la gratuité scolaire ? On a généralement tendance, semble-t-il, à envisager, comme unique moyen d'obtenir l'abolition des frais de scolarité au niveau universitaire, l'augmentation des impôts des particuliers.

Interrogés à ce sujet, les leaders étudiants proposent des solutions qui éviteraient au petit et au moyen contribuables de se voir plus lourdement taxés, entre autres, la récupération fiscale — c'est-à-dire que le gouvernement québécois récupérerait la totalité ou une part plus importante des impôts que la population québécoise verse chaque année à Ottawa —, et une révision complète des normes de taxation des grandes compagnies.

Dans leur optique, enfin, la gratuité scolaire (qui doit s'accompagner d'une forme de présalaire destinée à défrayer au moins une partie des autres dépenses encourues par l'étudiant) présuppose que ceux à qui la société aura permis de s'instruire se mettent ensuite, véritablement, à son service. L'on parlera alors de la nécessité de socialiser, dans une mesure qui reste à établir, les professions, et, aussi, de la rentabilité immédiate des investissements dans le domaine de l'éducation: une récente étude faite aux USA établit que l'entrée d'un "Ph.D." dans le monde du travail crée environ 200 emplois.

Quant à la rentabilité à long terme des investissements dans l'éducation, est-il vraiment besoin d'en parler ? Il y a des choses qui relèvent de la plus pure évidence.

On peut prévoir qu'au cours des prochains mois, on assistera à de très durs affrontements entre le gouvernement et la population étudiante, au sujet du financement de l'éducation universitaire. Cette lutte promet d'être d'autant plus complexe et plus acerbe que les diverses associations étudiantes ne sont pas toutes d'accord entre elles sur la stratégie à adopter pour en arriver à leur but ultime. Mais l'opposition qui se cristallisera autour de la formule des prêts généralisés ne sera que l'une des manifestations du profond décalage qui existe entre les aspirations de la classe étudiante et le système dans lequel elle vit.

Pour vos enfants, à Noël: un cadeau musical!



Méledica Hohner No 9456 — \$24.95 — Autres modèles de \$9.95 à \$85.00

Faites-leur aimer la musique en leur offrant un nouveau mélodica à clavier Hohner. C'est un excellent instrument recommandé par les professeurs de musique pour développer le goût de la musique chez les jeunes. Le mélodica a les sonorités d'un petit orgue mais est capable de rendre tous les lypes de musique: instruments à cordes ou mélodies. Les

louches, semblables à celles d'un piano, prépareront l'enfant à jouer sur un piano véritable.

Donnez à votre enfant le goût de la musique. Pour Noël, offrez-lui un mélodica Hohner.

Dans tous les grands magasins, magasins d'instruments de musique ou chez les dépositaires locaux.

Distributeurs exclusifs pour le Canada: **HOUGH & KOHLER LIMITED**
SERV. NO L.P., 468 KING ST. W., TORONTO 2B (ONTARIO)



CIGARETTES

"EXPORT"

BOUT UNI
OU FILTRE

RÉGULIÈRES ET "KING"



AMSTERDAM

is opwekkend!

Amsterdam est excitant! "La Ronde de Nuit" de Rembrandt au Rijksmuseum... les bateaux-mouches sur les canaux... les orgues de Barbarie près d'un café pittoresque... Savourez, au Québec, l'ambiance d'Amsterdam: dégustez la XXX, une bière au goût européen.

La XXX est une bière différente, d'une couleur plus foncée, d'une saveur plus marquée... une bière brassée au Québec avec du houblon importé d'Europe et du malt séché par un procédé spécial. La prochaine fois, faites une petite randonnée en Europe... avec la bière XXX de Labatt.



XXX

une ancienne marque d'excellence
pour une bière du Nouveau Monde.



LA BRASSERIE LABATT LIMITÉE

SAVEZ-VOUS DÉCAPER LES VIEUX MEUBLES CANADIENS?

PAR NOELLA DESJARDINS

LA COURSE aux vieux meubles canadiens se serait, semble-t-il, quelque peu ralentie. Et pour cause. Après la razzia effectuée par les collectionneurs — des piqués, comme on les appelle — par les antiquaires, qui ont flairé la bonne affaire, et aussi par les Américains, qui en ont "déporté" une bonne partie, bien malin qui peut encore dénicher la belle pièce authentique. Le danger d'être berné est maintenant plus grand. Celui de payer plus cher l'est tout autant. Quant à savoir reconnaître son vrai visage sous l'épais maquillage de six ou sept couches de peinture, cela devient l'objet d'expertise. Même des connaisseurs s'y laisseraient prendre parfois.

— Il y a quelques années, disons quatre ou cinq ans, me confie Robert, personne ne s'intéressait à ces "vieilleries". C'était le bon temps. Celui où l'on s'arrêtait en cours de route chez tel ou tel fermier,

et où on le persuadait, sans difficulté, de nous céder telle armoire qui l'encombrait, ou cette table branlante reléguée à la cave ou au grenier. Ces braves gens ne se doutaient sûrement pas alors que c'est nous qui avions conclu le meilleur marché.

N'appréciaient pas davantage la valeur de ces trésors, ceux qui les trouvaient tout juste assez bons pour meubler le chalet ou la salle de jeux.

Mais le bruit s'étant vite répandu, réveilla la conscience des Québécois. Après tout, ces meubles sont les derniers vestiges de notre patrimoine, qu'il faut sauver. Puis, les snobs emboitant le pas, tout le monde partit en chasse. Ce que l'on n'avait toutefois plus ou moins prévu, c'est l'état lamentable de la plupart de ces meubles. Et voilà pourquoi, soit par économie, soit par manque de confiance, on décida d'en entreprendre soi-même la restauration. D'abord l'opération déca-



Le vieux ber s'est coquettement paré pour recevoir l'héritier de la famille Hurtubise.



Il a fallu du temps, de l'argent, et énormément de patience à André Hurtubise pour meubler sa maison en style canadien ancien.

André Hurtubise peut être fier de sa table à café qui ne ressemble à aucune autre, et qu'il a fabriquée lui-même. La moitié d'un van compose la partie supérieure, alors que la base d'un dévidoir pour la laine lui sert de pied.



Ce meuble a été décapé à la lessive. André Hurtubise nous démontre, preuve à l'appui, l'un des inconvénients résultant de ce procédé. Le bois devient grisâtre.



page qui fera l'objet de notre entretien.

En gros, trois procédés de décapage

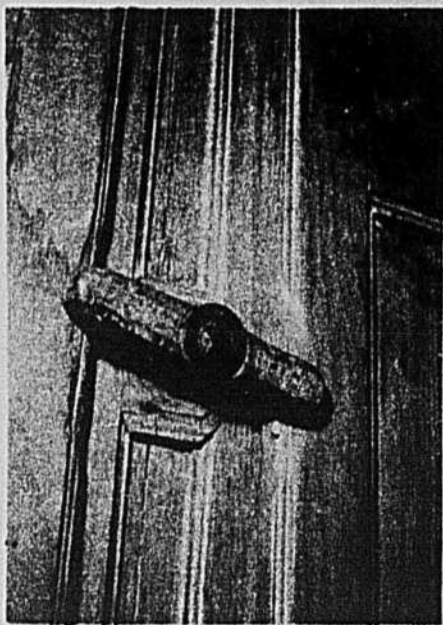
Avec son esprit scientifique, André Hurtubise, ingénieur, professeur de maths au collège Saint-Laurent, manie aussi consciencieusement ses outils à décaper que les chiffres. Au surplus, sa maison est entièrement meublée en "canadien". Authentique. Ce n'est pas à lui qu'on passera des sapins. Bien qu'il nous avoue qu'il faillit se faire attraper un jour avec un faux pour lequel on lui réclamait la somme de \$1,000.

—Comment alors un profane peut-il arriver à déceler le vrai du faux ?

—En grattant à l'intérieur avec un canif, souvent après avoir traversé plusieurs couches de peinture, on en découvre enfin le bois. S'il est blanc il ne peut être que récent. Car le vieillissement lui confère une teinte foncée, d'un jaune orangé.

De son côté, Robert nous met en garde contre la déconvenue qui guette l'acheteur non averti. Une fois le décapage terminé, l'on se retrouvera devant un meuble qui n'est pas en pin, comme on le croyait. Ou pis encore, qui sera construit avec un mélange de diverses essences mal assorties. Ce qui rompra l'harmonie de la pièce. Ou bien, les clous auront remplacé les goujons qu'utilisaient les vieux artisans. Sans parler de lézardes, grossièrement replâtrées à l'aide de mastic, de blanc de plomb, etc. Vous voyez d'ici la tête de celui ou celle qui vient de passer des heures à décapier un meuble ? Donc, premier avis, savoir exactement ce que l'on a en main. Si nos connaissances en la matière sont insuffisantes, recourir à un expert.

Ceci dit, ou cela fait, comme vous voudrez, allons-y pour le décapage. Selon M. Hurtubise, il existe en gros trois pro-

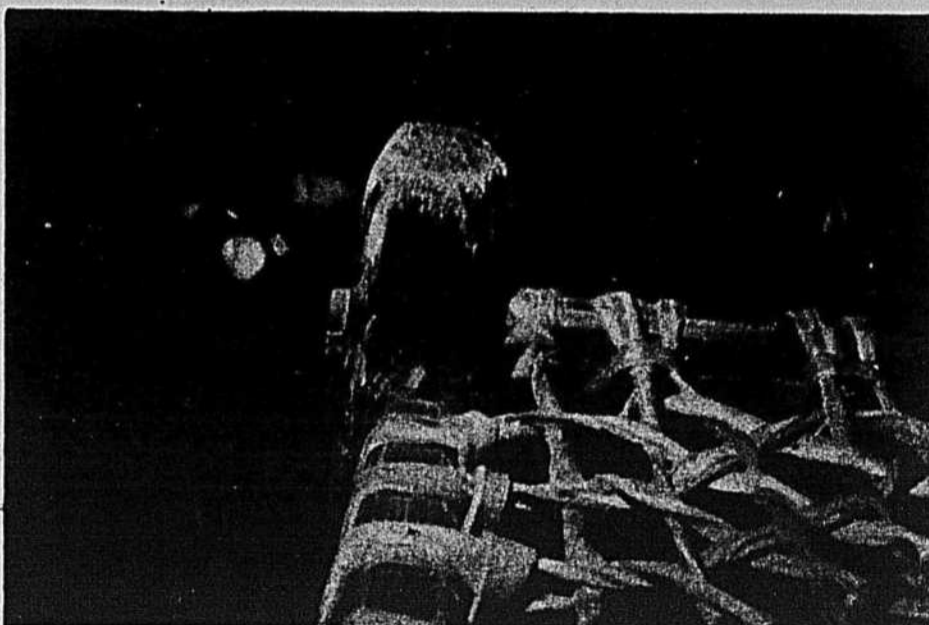


Une authentique armoire qui est très sensible aux intempéries saisonnières. Le loquet qui la ferme lutte désespérément contre les caprices du bois qui veut affirmer sa vitalité.

cedés en usage : le grattoir, la lessive, et le décapant commercial. Il en ajoute un quatrième, le chalumeau, qui s'emploie parallèlement au grattoir.

Avantages et inconvénients

En ce qui concerne notre hôte, ses préférences vont au décapant PVR, plus dispendieux il est vrai, mais qui donne un fini plus chaud. En outre, "il est plus facilement contrôlable que la lessive — risque d'augmenter le degré de concentration dans ce dernier cas. — Son action, quoique puissante, n'abîme pas la patine du bois parce que ce liquide s'évapore à long terme."



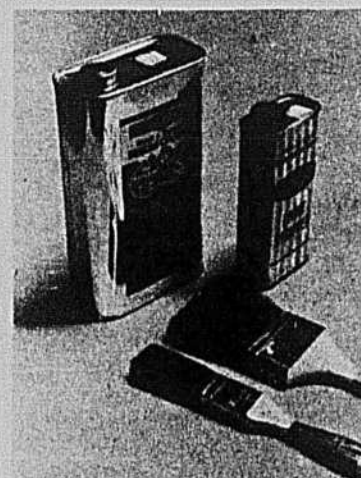
Ces vieilles chaises ont conservé leur couche de peinture initiale.



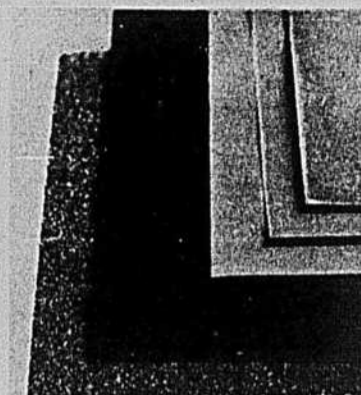
Regardez bien. Le coin de ce bahut a l'air de défier son propriétaire. Et pourtant, il satisfait aux exigences de ses vieux meubles et leur donne leur ration de cire d'abeilles.

Tandis que le bois des meubles décapés à la lessive prend une teinte grisâtre au bout de six mois, et qu'il est difficile de lui redonner sa patine. A moins de le ramener à sec. C'est-à-dire, enlever la cire avec du varsol, après quoi on le passe au PVR et à la laine d'acier très fine. Pour finalement le nourrir avec de la cire d'abeilles, que l'on applique avec la paume de la main.

Autre avantage du PVR, c'est qu'il enlève les couches de peinture l'une après



Quelques outils utilisés par les décapeurs : décapants et pinceaux, laine d'acier et grattoirs, papiers sablés, boîte de lessive accompagnée d'un seau en plastique, de chiffons, de gants de caoutchouc, et du varsol pour enlever la vieille couche de cire avant l'application de la nouvelle.



l'autre. Conséquemment, la première couche peut être préservée, si elle est belle.

Pour ce qui est de la lessive, nos deux amis y opposent certaines restrictions. Bien que ce procédé soit le choix de ceux qui veulent faire vite et bon marché, il n'est pas sans danger. En premier lieu, pour le décapeur, et ensuite pour le bois lui-même, comme nous l'avons déjà affirmé.

Cependant, étant donné son action rapide et quasi radicale — seuls le chêne et les surfaces émaillées lui résistent — on comprendra le décapeur "pressé" qui doit débarrasser un meuble de ses sept couches de peinture, par exemple.

Dans ces conditions, la prudence exige le maximum de protection pour les yeux et pour les mains. D'une part, ne jamais travailler sans ses gants de caoutchouc. Aussi, ne pas utiliser de récipient en métal.

—L'idéal, nous dit Robert, serait d'avoir à sa disposition, soit un garage, soit une maison de campagne au bord d'un lac. Une fois l'opération lessivage et brossage terminée, on plongerait le meuble dans l'eau. Autrement, le boyau d'arrosage est requis pour nettoyer la pièce lessivée. Deux heures de séchage au grand air, et le tour est joué.

Il n'est pas non plus superflu d'insister sur le fait que la petite boîte de lessive ne coûte que 0.23. Additionnée à un demi-seau d'eau elle aura raison d'un coffre moyen recouvert, disons, de deux couches de peinture. Car il n'est pas prouvé que la première application fera lever six ou sept couches de peinture d'un seul coup. De toute façon, il reste que ce procédé s'avère le moins coûteux et le plus accéléré. Mais également le plus dangereux à tous les points de vue.

Décapage au grattoir, oui ou non ?

Le grattoir n'est pas l'outil de prédilection de M. André Hurtubise. Et Dieu sait s'il en a décapé des vieux meubles ! Il consent à s'en servir pour les meubles "tournés", suivant le vocabulaire d'ébénisterie. C'est ainsi qu'il a redonné son teint à une superbe armoire d'inspiration Louis XV, à panneaux chantournés, et ornée de coquilles. Le grattoir n'ayant été utilisé que pour les motifs sculptés, il va sans dire. Puisque pour lui, rien ne



Etes-vous un client de Vanleigh?

VOUS L'ETES si vous aimez un foyer garni d'un ameublement exquis par son style...si vous appréciez la valeur, une valeur digne de confiance.

VOUS L'ETES! Nous sommes intéressés à vous voir. Venez par l'intermédiaire de votre décorateur, votre marchand de meubles ou votre architecte.

Vanleigh

Nos meubles ne sont pas chers... c'est un air qu'ils se donnent.

5330 ROYALMOUNT AVE., MONTREAL

Ouvert tous les jours de 9 A.M. à 5:30 P.M.

Jeu. soir jusqu'à 8:30 P.M.

Terrain de stationnement gratuit.

NEW YORK: 323 EAST 44th STREET

WASHINGTON: 4900 HAMPDEN LANE, BETHESDA, MD.

Rien n'égale le "remove" et la laine d'acier pour décaper les vieilles chaises.

vaut le PVR et la laine d'acier. J'oserais jusqu'à prétendre que ce petit instrument lui fait l'effet d'un bistouri.

—Un meuble décapé au grattoir me donne l'impression d'une plaie cicatrisée. N'oubliez pas qu'en grattant on enlève à peu près un millimètre de la surface du bois. En plus d'avoir pâli, celui-ci laisse voir son grain peu esthétique, qui ressort du pin en particulier. Même la cire qui sera appliquée plus tard, et qui devra être préalablement teintée, n'arrivera pas à lui donner le fini chaud du PVR.

Comment réagirait-il devant l'inconscience de certains gens qui vont à l'assaut de meubles authentiques, armés de verres cassés et de lames de rasoir ?

Reste le procédé au chalumeau, lequel s'accompagne automatiquement du grattoir. Efficace sans doute, quoique plus rarement en usage chez les connaisseurs.

Ils sollicitent constamment notre attention

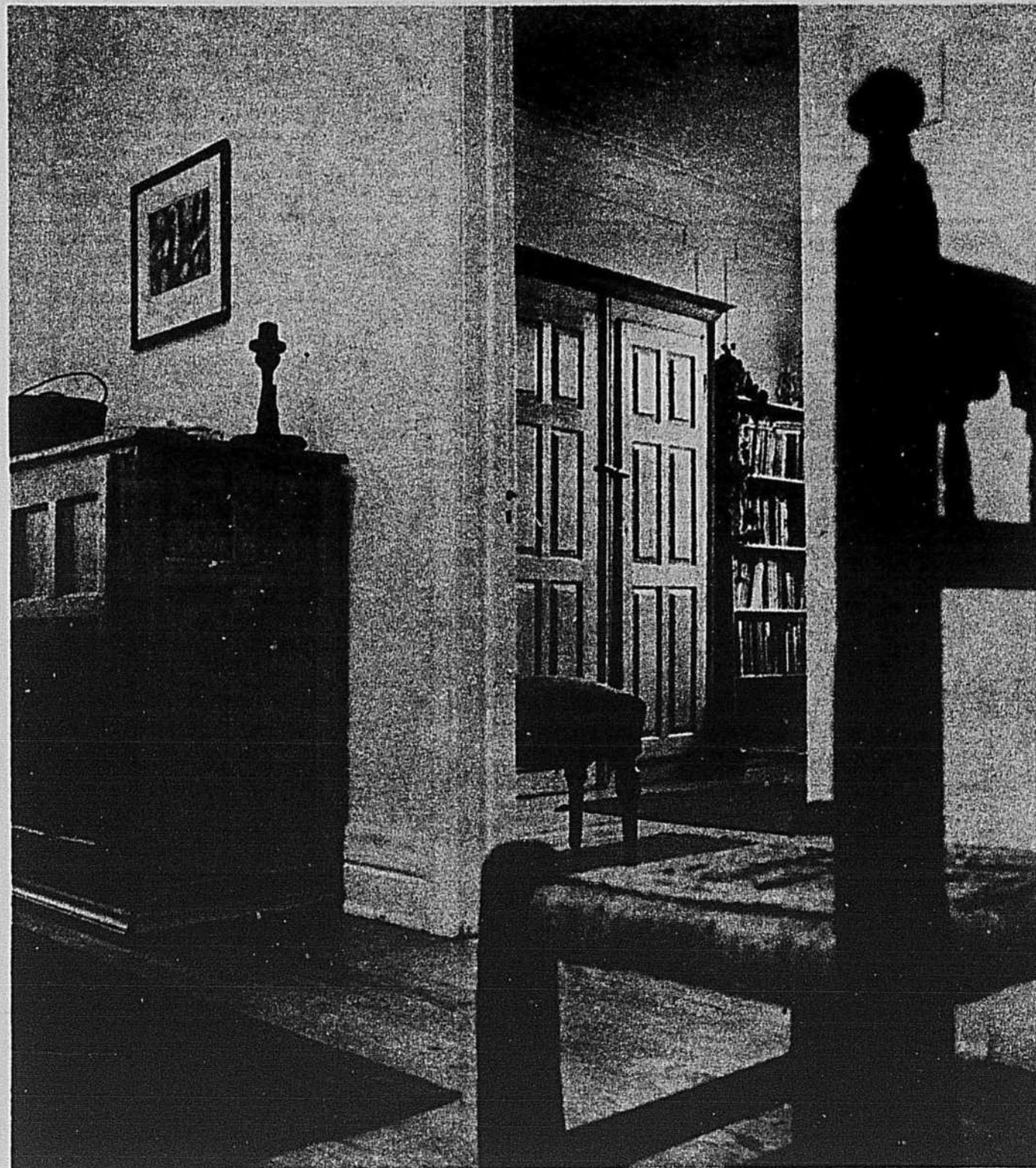
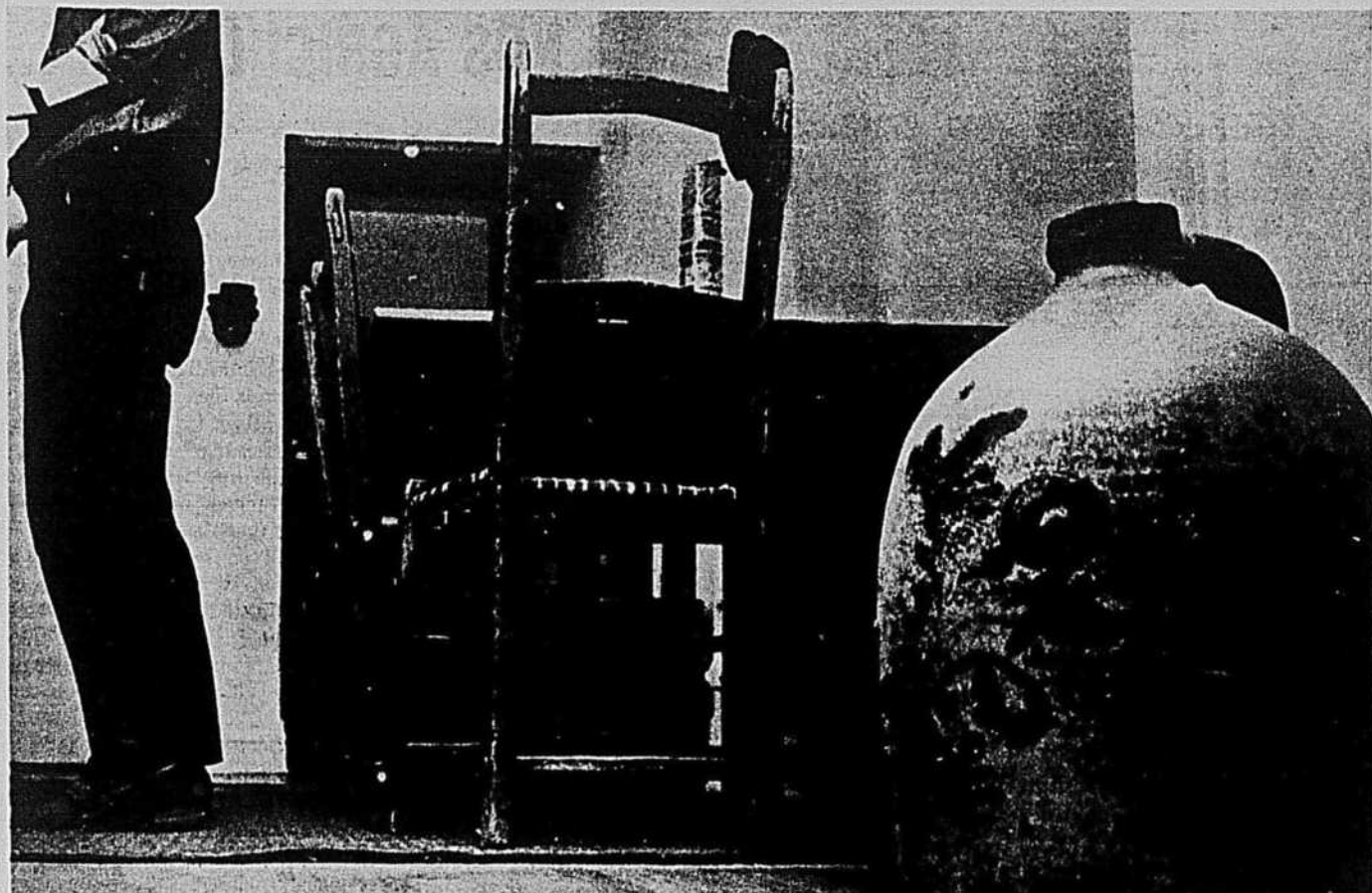
Bon, ce vieux meuble canadien dont vous rêviez depuis si longtemps, il est à vous. Soigneusement décapé, poli, bichonné, vous vous imaginez que sa situation de choix chez vous, l'admiration qu'il suscitera, vont le satisfaire ? Oh, que non ! Aussi sensible et susceptible qu'une vieille coquette, il attirera constamment votre attention. Que voulez-vous, il a besoin qu'on s'occupe de lui. Tout ce qui le contrarie : intempéries, humidité, chaleur excessive de nos maisons, le fait se rebiffer, se détraquer, se détériorer. Le bois se met à onduler. Les coins des armoires et des bahuts retroussent le nez.

Portes et tiroirs perdent leur équilibre et s'affaissent sans fierté aucune. Bref, c'est la révolte. Que voulez-vous, le bois est une matière vivante, qui réclame sa ration de nourriture, son traitement esthétique, un peu de chaleur humaine, au moins deux fois par année. C'est-à-dire, une application de cire qui lui gardera sa forme et son lustre.

Robert, pour sa part, ne craint pas de qualifier de maniaques ceux qui ne jurent que par la cire d'abeilles pour nourrir, embellir, et lustrer les vieux meubles canadiens. Et pourtant, il les aime au point d'avoir entrepris un travail de moine sur une armoire qui lui a rendu sa première teinte de bleu argenté. Durant deux mois il l'a décapée uniquement à la fine pointe d'un couteau. Avec précision. Avec minutie. Avec amour.

A son avis, la cire à plancher en pâte, blanche ou jaune, selon le ton à obtenir, appliquée avec un chiffon propre, et polie avec une laine d'acier très douce, fait tout aussi bien l'affaire.

Je ne crois pas me tromper en entendant protester M. Hurtubise. Pour lui, rien ne vaut la cire d'abeilles. Toutefois, pas plus que les antiquaires, il ne tient à dévoiler les secrets de certains mélanges : cire, huile de lin, pigments, etc., qui assurent longue vie, stabilité et beauté, à ces vieux meubles qu'il faut aimer, cajoler, soigner comme des enfants. Et tout ça requiert infiniment de patience.



Ne valait-il pas la peine de les décapier, ces meubles ? ...



impeccablement propre

Les couleurs s'avivent, les fibres revivent grâce au nettoyage par absorption du spécialiste DURACLEAN



« Même les meubles les plus clairs et les tissus les plus fragiles peuvent être confiés à Duraclean. Ce procédé de nettoyage moderne supprime le détrempeage et le dur frottage qui fatiguent les fibres des tapis et les tissus d'ameublement. Le spécialiste Duraclean de votre voisinage se sert d'une mousse de formule scientifique qui absorbe la saleté. Vos articles d'ameublement seront secs et prêts à l'usage le même jour. Le technicien spécialiste Duraclean fait tout le nettoyage à domicile. Avant de partir, il remet tout en place... prêt à "vivre", frais comme une rose et impeccablement propre. Téléphonnez au spécialiste Duraclean — consultez les pages jaunes.

Envoyez ce coupon pour recevoir le nom du spécialiste Duraclean le plus proche, ainsi que notre dépliant sur l'entretien de l'ameublement.

Recommandé par des experts d'une rigoureuse impartialité

DURACLEAN INTERNATIONAL, Dept. S-4111
Deerfield, Illinois.

NOM
ADRESSE
VILLE PROV.

"RÉELLEMENT MASCULINE"

A La "Roamer 44" automatique à calendrier. Extra-mince, 100% étanche à l'eau, à l'épreuve des chocs, antimagnétique. Réserve de puissance de 48 heures. Boîtier double jaune ou acier, breveté, hermétiquement fermé, assurant une plus longue durée — modèle R-67. \$125
De conception futuriste, ce joli modèle de fabrication solide est doté de chiffres en or soulevés et rehaussés du nouveau et mince "Super" Fixoflex.



B En primeur au Canada: la "Roamer 44" automatique à calendrier, à boîtier breveté* en or 14 carats, extra-mince et 100% étanche à l'eau. La conception la plus avancée, exclusive à Roamer, dans les mouvements automatiques. 27 pierres et 17 rubis—1 R-68 \$275

C Identique au modèle R-67, sans calendrier. Tout acier, cadran noir à chiffres lumineux. Agrémenté d'un bracelet en cuir importé à fermoir dissimulé—1 R-54 \$99.95

*Boîtier hermétiquement fermé, breveté.

SAUVÉ FRÈRES LIMITÉE, 6554 St-Hubert (près Beaubien) 273-6392

"Le plus important spécialiste du vêtement pour hommes et gendres"

NOS AGRICULTEURS...

(SUITE DE LA PAGE)

Nous en venons maintenant à cette insécurité due aux innovations techniques. Pas plus que l'industrie, l'exploitation agricole n'est épargnée du phénomène de l'automatisation. La faucille n'a plus sa place dans le champ de blé. L'industrie manufacturière empruntera parfois des sommes fabuleuses pour automatiser les chaînes de production. L'investissement en vaut la peine, parce qu'on sait que les profits accrus permettront de payer même rapidement l'investissement dans la machine. Mais le cultivateur, dont on sait maintenant que le revenu moyen ne dépasse pas \$1,994 par année, comment fera-t-il pour investir dans la machine? Emprunter? Le mémoire de l'UCC remis au gouvernement provincial nous dit à ce sujet, en son article 19 :

"... les difficultés qu'éprouve le cultivateur à financer ses opérations à court et à moyen termes font de lui une proie facile pour les aventuriers de la finance. Une multitude de cultivateurs sont coincés dans le sempiternel engrenage; "produire plus pour survivre, pour produire investir, pour investir emprunter". Et ils sont obsédés par le problème du remboursement. Selon une récente enquête menée par le gouvernement fédéral, 22 pour 100 de la dette collective des petits fermiers du Québec est aux mains des compagnies de financement. Il n'est pas rare le cas du cultivateur dont la ferme, libre de toute dette il y a moins d'une génération, est présentement grevée au maximum. Parfois ce financement exagéré précipitera même la chute de l'entreprise agricole".

Endettés qu'ils sont, et parfois en dépit de tout bon sens, on comprendra que les cultivateurs voient avec appréhension l'avènement de la mécanisation, qui est pourtant essentielle à l'augmentation de la productivité.

(**Les meilleurs s'en vont**)

Pendant que nous touchons au problème de l'automatisation, j'aimerais livrer à votre réflexion cette remarque que faisait un agronome de l'UCC dans le Saguenay, M. Cayouette.

C'est un fait, dit-il, que l'augmentation de la productivité due à la mécanisation de la ferme, conduira forcément à une réduction du nombre des cultivateurs. A cela, rien d'inquiétant en soi. Il s'agit d'un phénomène universel qui a pour résultat de diminuer les coûts de production. Mais on a l'impression, ajoute M. Cayouette, que l'absence d'une politique agricole du gouvernement a pour but de favoriser l'élimination des fermes moins rentables. Cette attitude, dit-il, serait peut-être compréhensible, si elle n'avait pas dans les faits un résultat tragique. Le nombre des fermes du Québec subit une diminution annuelle de l'ordre de 3 pour 100 environ. Mais ce qui est grave, dit-il, c'est que ce sont les hons éléments qui ont tendance à quitter l'agriculture, c'est-à-dire les hommes compétents qui devraient y rester mais qui, parce qu'ils sont parfois plus débrouillards, réussissent à se recaser dans l'industrie.

Si tel est le cas, c'est en effet inquiétant. Parce qu'on pourrait bien se retrouver un bon jour avec un nombre juste suffisant de fermes, où l'on voudra appliquer une saine politique agricole, mais qui ne fonctionnera encore que boîteuse-

ment, pour la bonne raison que la bonne volonté de l'exploitant ne saurait suppléer à la compétence.

(**A quand les solutions?**)

Si donc l'agriculture est dans le marasme, comment faudra-t-il procéder, pour redonner tout son élan à cette industrie qui, ne l'oublions pas, demeure à la base même de l'activité des hommes?

Théoriquement tout au moins, il est relativement facile de structurer une entreprise sur des bases rentables. Quelles en sont les données essentielles? Une demande soutenue pour le produit, un contrôle sérieux des coûts de production et l'établissement de prix de vente qui offrent un rendement adéquat.

Nous pouvons affirmer qu'il y a au Québec une demande soutenue des produits. La consommation des oeufs au Québec, par exemple, était de 122,625,000 douzaines en 1964, alors que la production ne s'élevait qu'à 65,800,000 douzaines. Notre culture maraichère était plus déficitaire encore, la production laitière étant seule supérieure aux besoins.

En ce qui concerne le contrôle des coûts de production, les cultivateurs sont d'accord pour admettre qu'elle pourrait être poussée davantage, bien qu'elle ait déjà fait un progrès considérable. En moins de quinze ans, l'indice du volume de la production agricole est passé de 100 à plus de 190 par travailleur agricole. Mais selon les cultivateurs eux-mêmes, la mécanisation ne pourra être accrue tant qu'une politique de prix n'aura pas placé l'agriculture sur une base rentable.

D'accord pour planifier la production, pour établir des contingentements de production. Mais les cultivateurs ne sont pas disposés, d'abord parce qu'ils n'en ont pas les moyens, à investir dans la mécanisation, tant qu'ils n'auront pas l'assurance qu'une production accrue signifiera autre chose qu'un déficit un peu plus grand.

C'est donc là la principale récrimination des cultivateurs: une politique de prix stables, assez élevés pour assurer des revenus adéquats au cultivateur. A l'heure actuelle, comment sont fixés les prix payés au cultivateur? En ce qui concerne le lait nature, la Régie des marchés agricoles de la province de Québec fixe les prix. Quant au lait industriel, ou plus exactement au lait de fabrication, les producteurs négocient eux-mêmes les prix avec les intermédiaires, des subsides gouvernementaux comblant la différence pour atteindre des prix minimums. Le gouvernement fédéral prévoit aussi des prix de soutien pour certaines denrées comme le fromage, le porc et les oeufs, mais tous les cultivateurs sont unanimes pour dire que cette politique ne résoudra jamais le problème.

Il y a bien aussi les subventions payées aux cultivateurs sur les frais de transport, l'achat d'engrais, etc., mais là encore les intéressés n'y voient qu'une politique de cataplasmes, dont ils ne profitent pas toujours d'ailleurs puisque, un peu comme dans le cas des hôpitaux ou de certaines institutions scolaires, le prix des services a été augmenté en fonction des subventions offertes.

Ce n'est pas un seul remède miracle qui guérira tous les maux de notre agriculture, mais un ensemble de solutions aux multiples problèmes posés. Pour l'instant, de nombreux cultivateurs et plusieurs dirigeants de l'UCC s'inquiètent du fait qu'en 1965, le gouvernement provincial n'ait pas encore réussi à mettre au point un plan directeur de sa politique agricole. Cela peut aussi être inquiétant pour nous.

LE PLUS BEAU CHAT DU MONDE

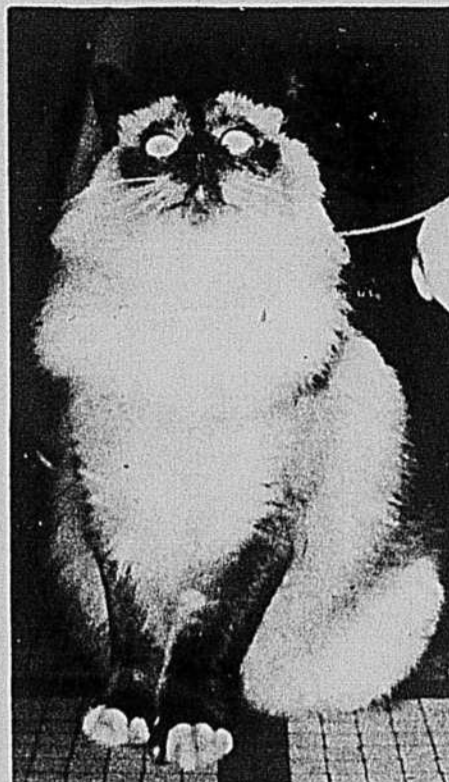
C'EST le plus beau chat du monde. Le plus rare. Il n'en existe que trois exemplaires. Son nom : "le chat ocelot". Il était la vedette de la 40ème exposition féline internationale du Cat Club de Paris.

Le "Chat Ocelot" a été obtenu par le croisement d'une chatte abyssine et d'un Oncilla sauvage. Contre toute attente, sont nés, après soixante jours, trois chatons présentant toutes les caractéristiques de l'ocelot : pelage beige tacheté de brun, yeux ronds et dorés. Sa seule différence, il est de la taille d'un chat.

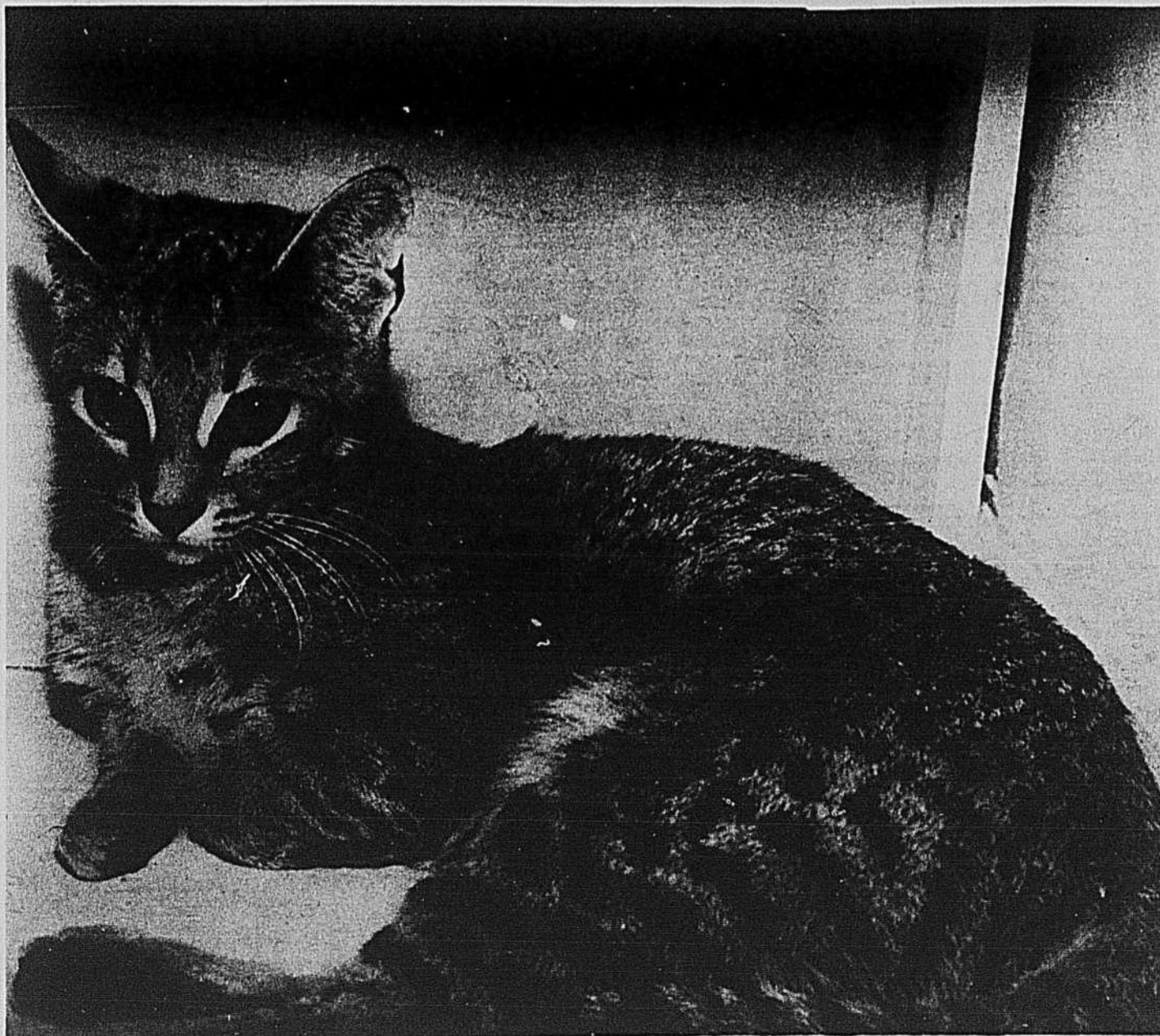
Ce chat extraordinaire obtenu après de nombreuses années de patience et de recherches était exposé avec son père et sa mère. Grâce à lui, le Cat Club de Paris peut désormais disputer à l'Angleterre, jusqu'à aujourd'hui imbattable, la première place dans la course internationale de la race féline.

C'est Béatrice Ruggieri, jeune actrice française, choisie pour tourner le prochain film d'espionnage de Bernard Borderie, metteur en scène de la série "Angléique" qui a présenté l'exposition.

En effet, le chat ocelot n'était pas le seul. Il était entouré des 600 plus beaux chats du monde.



Cette chatte sacrée de Birmanie pourrait, elle aussi, être classée parmi les plus beaux spécimens de sa race.



C'est sûrement
de l'Amphora

Aromatique
fort



Un arôme corsé pour un plaisir complet! Léger, doux, frais, il grille lentement. Toute douceur, sans arrière-goût amer. Vous pouvez également choisir entre l'Amphora régulier (blague brune) et l'Amphora aromatique doux (blague bleue). Soigneusement mélangé et empaqueté en Hollande par Douwe Egberts Koninklijke Tabaksfabriek.N.V.

F 3

AMPHORA
Aromatique fort
IMPORTÉ DE HOLLANDE

DEEP HEAT

le soulagement se fait sentir en quelques minutes; les douleurs arthritiques, rhumatismales et musculaires diminuent. Vous sentez une chaleur bienfaisante qui apaise la douleur.

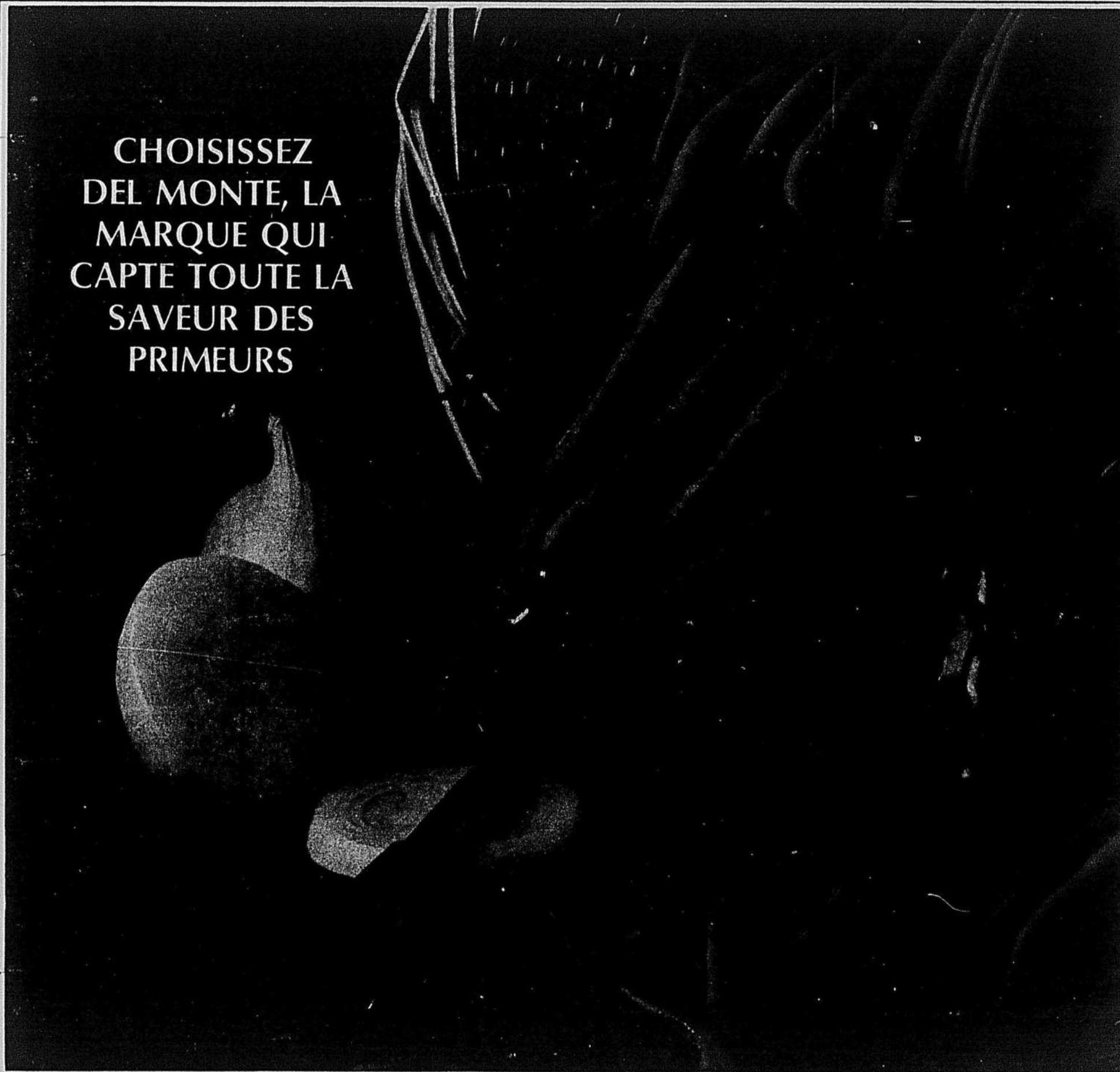
DEEP HEAT

vous offre le double avantage de son action pénétrante et d'un analgésique aux endroits les plus douloureux. Non gras. Ne tache pas.

**Mentholatum
DEEP HEATING Rub**

LISEZ
LE
MAGAZINE
CHAQUE
SEMAINE

CHOISISSEZ
DEL MONTE, LA
MARQUE QUI
CAPTE TOUTE LA
SAVEUR DES
PRIMEURS



Vous n'avez jamais goûté d'aussi délicieux haricots verts en conserve que ceux-ci. Les haricots verts Blue Lake les plus tendres sont tranchés en longueur, on leur ajoute alors un mélange subtil de piments rouges doux, d'oignons, de sel et d'ail. C'est là le secret des haricots verts assaisonnés Del Monte. Servez-les à votre famille... vous y reviendrez!

UN CONSEIL EN PASSANT: recouvrez les haricots verts assaisonnés Del Monte d'une sauce à la crème sure: 1/2 tasse de crème sure, 1/4 de tasse de raifort, 1/4 de c. à thé de sel.

*Marque déposée

Del Monte

CHOISISSEZ LA MARQUE QUI MET EN
CONSERVE LES MEILLEURS PRODUITS